



# OUTIL D'AUTO ÉVALUATION POUR L'AMÉLIORATION DE LA PRÉPARATION DES ÉTATS FACE AUX CONSEQUENCES TRANSFRONTALIÈRES DES CRISES

Secrétariat de l'OSCE

Département des Menaces Transnationales  
Sécurité et Gestion des Frontières  
2013



**OUTIL D'AUTO ÉVALUATION POUR  
L'AMÉLIORATION DE LA PRÉPARATION  
DES ÉTATS FACE AUX CONSEQUENCES  
TRANSFRONTALIÈRES DES CRISES**

Ce document est rédigé par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et réunit notamment de la documentation du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (BCAH), de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), de la Direction générale de l'Aide humanitaire et de la Protection civile de la Commission européenne (ECHO), de la Direction générale de la Santé et des Consommateurs de la Commission européenne (SANCO), de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR), de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD), de L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Les contenus ont été revus et complétés par des représentants de ceux-ci et d'autres organisations régionales/internationales ainsi que les États participants et les Partenaires pour la Coopération de l'OSCE.

**LA COMPILATION DES DOCUMENTS ET LA RÉDACTION DE CET OUTIL ONT ÉTÉ COORDONNÉES ES PAR LE DÉPARTEMENT DES MENACES TRANSNATIONALES/SÉCURITÉ ET GESTION DES FRONTIÈRES, PENNY SATCHES-BROHS ET GUDRUN VAN POTTTELBERGH.**

**LA COMPILATION CONTIENT DES LIENS VERS DIFFÉRENTS SITES INTERNET EXTERNES À L'OSCE ET EXPLOITÉS PAR DES TIERS POUVANT CONTENIR DES MATIÈRES QUI SONT PROTÉGÉES OU SOUS COPYRIGHT PAR D'AUTRES DROITS DE TIERS.**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. Introduction .....</b>	<b>1</b>
1.1. Justification .....	2
1.2. Présentation .....	2
1.3. Pourquoi s'engager dans une auto-évaluation ?.....	3
1.4. À qui s'adresse cet outil? .....	3
1.5. Termes et terminologie .....	4
<b>2. Comment réaliser l'auto-évaluation? .....</b>	<b>7</b>
2.1. ÉTAPE 1 : Prise en charge/Coordination .....	7
2.2. ÉTAPE 2: Coordination interinstitutionnelle.....	7
2.3. ÉTAPE 3: Identification des failles/lacunes existantes dans la préparation.....	8
2.4. ÉTAPE 4: Communication avec les instances régionales et internationales compétentes .....	8
2.5. ÉTAPE 5: Suivi interinstitutionnel.....	9
<b>3. Questions de l'auto-évaluation .....</b>	<b>10</b>
3.1. Préparation générale à une situation de catastrophe au niveau national.....	10
3.2. Conséquences transfrontalières des crises pour les pays touchés .....	15
3.2.1. Mouvements de populations .....	15
3.2.2. Réception du matériel de secours .....	17
3.2.3. Exportation d'échantillons d'analyse.....	25
3.2.4. Entrée du personnel de secours .....	26
3.2.5. Évacuation des citoyens étrangers.....	28
3.3. Conséquences transfrontalières des crises pour les pays voisins .....	32
3.3.1. Mouvements de populations .....	32
3.3.2. Répercussions environnementales .....	35
3.3.3. Répercussions sanitaires .....	39
3.4. Conséquences transfrontalières des crises et catastrophes naturelles pour les pays de transit .....	44
3.4.1. Transit des secours d'urgence .....	44
3.5. Conséquences transfrontalières des crises pendant la phase de relèvement .....	46
3.5.1. Mouvements de populations .....	46
3.5.2. Départ des secours.....	48
<b>4 Relèvement précoce .....</b>	<b>50</b>
<b>5 Cadres d'aide applicables au niveau régional et international .....</b>	<b>53</b>



## 1. Introduction

La préparation aux conséquences transnationales des crises est d'importance vitale pour faciliter une intervention rapide et efficace en cas d'urgence humanitaire et face aux mouvements transfrontaliers qui résultent des crises. Les frontières sont vulnérables en cas de crise, car elles sont soumises à une pression croissante suite à un grand nombre de mouvements transfrontaliers. Différents types de crises - catastrophes naturelles, urgences environnementales, catastrophes dues à l'homme, urgences sanitaires transfrontalières ou conflits - peuvent donner lieu à un afflux imprévu de matériel et personnel de secours et de populations qui décident ou sont contraintes de traverser les frontières, tandis que l'urgence risque de se propager aux pays voisins. Les fonctionnaires préposés aux frontières sont les premiers à être confrontés à ce type de dynamique, susceptible d'affecter la sécurité des frontières.

Les défis auxquels doivent faire face les autorités frontalières pendant ces crises sont nombreuses. Souvent, les procédures et la législation relatives à la gestion des aspects transfrontaliers sont conçues sans tenir compte des possibles situations d'urgence, ce qui favorise la création d'un climat d'incertitude et la mise en place hâtive de procédures d'urgence. La complexité des procédures bureaucratiques et le manque de coordination entre les autorités nationales peuvent ralentir la prestation de l'assistance nécessaire aux personnes touchées. Les capacités dont disposent les fonctionnaires de frontières peuvent également se révéler insuffisantes, alors que la situation requiert un traitement rapide et inhabituel de personnel, matériel et équipements. Par ailleurs, les priorités en matière de sécurité des frontières changent, en modifiant ainsi les structures de coordination et les méthodes de travail des autorités chargées de la gestion des frontières.

Puisque les crises respectent rarement les frontières internationales, la coopération transfrontalière est absolument essentielle pour permettre une préparation adéquate et une réponse efficace, sans gaspillage de ressources. Certains événements peuvent avoir de telles proportions que le pays concerné est matériellement incapable d'y faire face tout seul. En cas d'urgence sanitaire et environnementale, en particulier, seule une coopération transfrontalière bien développée peut empêcher une propagation de la crise. La coopération transfrontalière est nécessaire pour promouvoir la libre circulation, en toute sécurité, des personnes, des marchandises et des services au-delà des frontières nationales, ainsi qu'un traitement permettant de préserver la dignité des personnes qui souhaitent ou sont contraintes de traverser les frontières.

La nécessité d'une meilleure préparation au niveau national, régional et local, dans chaque pays - et au niveau international - a été reconnue par un grand nombre d'initiatives et de projets récents, parmi lesquel(le)s, entre autres, le Programme de Transformation<sup>1</sup> en cours, qui prône, dans son analyse de la réponse humanitaire actuelle, la nécessité de soutenir constamment la création de capacités et compétences en matière de préparation. Dans ce contexte, les organisations humanitaires s'engagent à travailler avec les gouvernements nationaux et avec la société civile en vue de la mise en place de programmes de préparation visant à renforcer la résistance et à accroître les capacités d'intervention.

---

<sup>1</sup> D'autres informations sur <http://www.humanitarianinfo.org/iasc/>

### **1.1. Justification**

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) est une organisation régionale constituée en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Il s'agit de la plus grande organisation de sécurité régionale du monde, à laquelle adhèrent 57 états et qui s'étend sur une zone comprise entre Vancouver et Vladivostok. Elle couvre une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne, en reliant des espaces géographiques divers, ainsi que différents groupes d'états et de sociétés et un vaste éventail de cultures, régions et identités nationales. L'OSCE possède également un certain nombre de pays Partenaires pour la Coopération dans la région méditerranéenne, en Asie et en Australie. Depuis sa création, dans les années 70, l'OSCE considère que la sécurité est globale et agit en intégrant en un seul ensemble ses trois dimensions : politico-militaire, économique et environnementale, et humaine.

L'OSCE aspire à l'amélioration du niveau de préparation nationale et à accroître les capacités de ses Etats participants et de ses Partenaires pour la Coopération, en vue de l'optimisation de la coopération transfrontalière et d'interventions efficaces en cas de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Lors de la 13e réunion du Conseil ministériel, en 2005, les Etats participants de l'OSCE ont adopté le Concept relatif à la sécurité et à la gestion des frontières (MC 2/05). Afin d'aider ses Etats participants à appliquer ce Concept, l'OSCE pourra, entre autres, assister avec la "Facilitation de la coopération transfrontalière en cas de catastrophes naturelles ou d'accidents graves dans les zones frontalières".

Selon le Concept relatif à la sécurité et à la gestion des frontières, l'OSCE devrait poursuivre sa coordination politique et opérationnelle avec d'autres organisations et institutions internationales dans la promotion de frontières ouvertes et sûres. Par conséquent, et conformément aux bonnes pratiques, ce projet entend exploiter expressément la documentation et l'expertise déjà existantes pour éviter toute redondance. L'OSCE exerce un rôle d'intermédiaire, en collectant des informations provenant de sources diverses, en permettant à ses Etats participants d'avoir une vision globale des ressources concernées et en les orientant vers la structure adéquate pour obtenir toute l'assistance nécessaire.

### **1.2. Présentation**

Ce document souhaite contribuer à la préparation globale des interventions d'urgence par la promotion des outils existants et l'orientation des autorités nationales vers les structures d'assistance compétentes au niveau international et régional. En tant que compilation de l'expertise acquise par différentes organisations travaillant sur les différents aspects des interventions en cas de crise, ce document propose aux Etats participants et aux Partenaires pour la Coopération une vue d'ensemble de différentes questions qui entrent en ligne de compte dans la préparation aux conséquences des crises transfrontalières. Cet outil aidera les Etats participants et les Partenaires pour la Coopération à identifier les failles/lacunes ou les ambiguïtés potentielles qui pourraient être éliminées grâce à une planification adéquate de l'intervention en cas d'urgence à l'échelle nationale, régionale et internationale et à une conformité accrue aux cadres internationaux existants.

La structure de ce document s'articule autour de différents mouvements transfrontaliers en énumérant, pour chacun d'entre eux, un certain nombre de questions et d'aspects à prendre en compte pour assurer une bonne préparation. Ce document a été conçu pour être utilisé préalablement aux situations d'urgence.

### **1.3. Pourquoi s'engager dans une auto-évaluation ?**

Tout État qui subit une catastrophe ou une crise majeure a le devoir de répondre à l'urgence et de coordonner l'assistance. Lorsqu'une situation de crise dépasse les capacités de réponse disponibles au niveau national, l'État affecté doit demander secours aux instances internationales/régionales afin de subvenir aux besoins des personnes touchées et doit coordonner, réguler et superviser les interventions et l'assistance au relèvement et à la reconstruction fournie par des acteurs externes sur son propre territoire.

Il existe déjà toute une série d'outils, directives et documents visant à contribuer au renforcement des capacités et des compétences nécessaires en matière de préparation aux interventions en cas d'urgence et un certain nombre d'organisations internationales et régionales aident les États dans ce domaine. Le problème ne concerne donc pas le contenu des cadres existants, mais plutôt un manque de communication, au niveau opérationnel, décisionnaire et une sensibilisation des donateurs insuffisante. Souvent, les autorités nationales ne découvrent l'existence de ces outils qu'après le déclenchement d'une situation d'urgence ou une fois que la crise est terminée et se rendent compte, dans le cadre de l'évaluation des réponses mises en place, qu'une meilleure application des directives internationales aurait permis d'éviter des problèmes inutiles. Les autorités nationales auraient donc tout intérêt à prendre connaissance des ressources disponibles avant les crises et en les incluant dans la formation et le renforcement des capacités des agents aux frontières et, si possible, en harmonisant ces normes avec les lois et pratiques nationales.

Les États sont encouragés à entreprendre une auto-évaluation de leur niveau de préparation face aux situations de crise, notamment en ce qui concerne les conséquences transfrontalières de celles-ci. Une meilleure préparation à tous les niveaux peut favoriser une réponse, une stabilisation et une reconstruction rapides et coordonnées. Une analyse interne de la législation et des procédures nationales permettra d'identifier les failles ou les ambiguïtés potentielles qui nécessitent un renforcement de la préparation et aidera à promouvoir une meilleure compréhension et une meilleure coordination de la part des/entre les différents organismes en ce qui concerne la gestion des crises. Cet outil peut également aider, le cas échéant, à identifier les types d'assistance spécifiques qui pourraient être demandés aux organisations internationales et régionales auxquelles adhèrent les différents pays.

### **1.4. À qui s'adresse cet outil ?**

Ce guide d'auto-évaluation est destiné principalement aux autorités nationales des États participants de l'OSCE et des Partenaires pour la Coopération qui peuvent être appelées à intervenir dans la gestion de mouvements transfrontaliers après une crise. Ces mouvements étant de nature différente, les organismes gouvernementaux concernés varient en fonction des structures et des spécificités nationales, à savoir:

- Service de gestion des urgences ou agence responsable de la coordination de l'intervention en cas de catastrophe/ de la gestion des crises;
- Agents aux frontières, douanes, garde-frontières/police et ministères des Affaires Étrangères, de l'Intérieur et de la Sécurité/des Affaires intérieures et leur conseillers Juridiques;
- Ministères indirectement en charge des problèmes de frontières, tels que la Santé, l'Environnement, l'Agriculture, le Commerce.

### 1.5. Termes et terminologie (tels qu'utilisés dans le présent document)

*“Accident industriel”*: un événement consécutif à un phénomène incontrôlé dans le déroulement de toute activité mettant en jeu des substances dangereuses : i) dans une installation, par exemple pendant la fabrication, l'utilisation, le stockage, la manutention ou l'élimination; ou ii) pendant le transport. (CEE-ONU)

*“Acteur prêtant assistance”*: toute organisation humanitaire ou tout État fournissant une assistance, tout particulier étranger, toute société privée étrangère apportant des secours caritatifs ou toute autre entité étrangère réagissant à une catastrophe sur le territoire de l'État touché ou envoyant des dons en nature ou en espèces. (FICR)

*“Activité à risque”*: toute activité dans laquelle une ou plusieurs substances dangereuses sont ou peuvent être présentes dans des quantités égales ou supérieures aux quantités limites<sup>2</sup>, et qui est susceptible d'avoir des effets transfrontières. (CEE-ONU)

*“Articles en la possession du personnel de secours”*: tout le matériel, les vivres, les fournitures, les effets personnels et autres marchandises acheminés par le personnel de secours ou à son intention pour lui permettre de s'acquitter de sa mission ou l'aider d'autre manière à vivre et à travailler pendant la durée de sa mission dans le pays touché par la catastrophe. (BCAH/OMD)

*“Assistance au relèvement initial”*: les biens et les services fournis pendant une période initiale fixée par l'État touché, une fois satisfaits les besoins immédiats des populations touchées par la catastrophe, pour rétablir ou améliorer les conditions d'existence dont elles jouissaient avant la catastrophe, notamment les initiatives visant à accroître la résilience et à réduire les risques. (FICR)

*“Biens”*: les approvisionnements qu'il est prévu de fournir aux populations touchées par la catastrophe, dans le cadre des opérations de secours ou de relèvement initial. (FICR)

*“Catastrophe”*: un bouleversement grave du fonctionnement de la société, provoquant de très larges pertes humaines, matérielles ou écologiques qui dépassent les capacités de la société touchée à y faire face avec ses seules ressources. Le terme couvre toutes les catastrophes quelle que soit leur cause (tant naturelles que causées par l'homme). (BCAH/OMD)

*“Crise”*: perturbation inattendue dans le fonctionnement de la société, due à une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, à une situation d'urgence environnementale, à une urgence sanitaire transfrontalière ou à un conflit.<sup>3</sup>

*“Effets transfrontaliers”*: des effets graves se produisant dans les limites de la juridiction d'une Partie à la suite d'un accident industriel survenant dans les limites de la juridiction d'une autre Partie. (CEE-ONU). Dans le contexte de ce document, les effets transfrontaliers peuvent inclure les effets qui se répercutent d'une juridiction nationale sur une autre juridiction nationale suite à une catastrophe naturelle ou à un autre type de crise.

---

<sup>2</sup> Les seuils figurent en Annexe I à la Convention sur les Effets transfrontaliers des Accidents industriels CEE- ONU.

<sup>3</sup> Définition de travail valable uniquement pour ce document. D'autres organisations pourront utiliser d'autres définitions.

*“Envoi de secours”*: les marchandises, telles que véhicules et autres moyens de transport, denrées alimentaires, médicaments, vêtements, couvertures, tentes, maisons préfabriquées, matériel de purification ou de stockage de l'eau ou autres produits de première nécessité, acheminées pour aider les personnes touchées par une catastrophe. (BCAH/OMD)

*“Équipement”*: les objets matériels, autres que les biens, qui sont nécessaires aux opérations de secours ou d'assistance au relèvement initial, tels que les véhicules et les radios. (FICR)

*“État de transit”*: l'État par la juridiction territoriale duquel les secours ou l'assistance au relèvement initial destinés au pays touché ou provenant de ce pays ont reçu l'autorisation de transiter, dans le cadre des opérations de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe. (FICR)

*“État prêtant assistance”*: tout État apportant des secours lors de catastrophes ou une assistance au relèvement initial, au moyen de ressources civiles ou militaires. (FICR)

*“État touché”*: l'État sur le territoire duquel des personnes ou des biens sont touchés par une catastrophe. (FICR)

*“Exploitant”*: toute personne physique ou morale, y compris les pouvoirs publics, qui est responsable d'une activité, par exemple d'une activité qu'elle supervise, qu'elle se propose d'exercer ou qu'elle exerce. (CEE-ONU)

*“Organisation humanitaire admissible prêtant assistance”*: une organisation humanitaire prêtant assistance, dont l'État d'origine, l'État de transit ou l'État touché, selon ce qui est applicable, juge qu'elle remplit les conditions requises pour bénéficier des facilités juridiques. (FICR)

*“Organisation humanitaire prêtant assistance”*: une entité étrangère, régionale, intergouvernementale ou internationale à but non lucratif dont le mandat et les activités se concentrent principalement sur les secours humanitaires, le relèvement ou le développement. (FICR)

*“Personnel”*: les employés et les volontaires apportant des secours lors de catastrophes ou une assistance au relèvement initial. (FICR)

*“Relèvement précoce”*: il s'agit d'un processus multidimensionnel de relèvement qui débute dans un cadre humanitaire. Il se fonde sur des principes de développement et de reconstruction issus des programmes humanitaires, axés sur des opportunités de développement durable. Il vise à générer des processus solides, autonomes, placés sous la responsabilité des États, capables de contribuer au relèvement après une catastrophe. Il comprend le rétablissement des services de base, des moyens de subsistance, des habitations, de la gouvernance, de la sécurité et de la légalité, de l'environnement et du tissu social, et notamment la réintégration des populations déplacées. (PNUD)

*“Secours lors de catastrophes”*: les biens et les services fournis pour répondre aux besoins immédiats des populations touchées par la catastrophe. (FICR)

*“Services”*: les activités (de sauvetage et d'assistance médicale par exemple) entreprises par le personnel des opérations de secours et de relèvement initial pour venir en aide aux populations touchées par la catastrophe. (FICR)

*“Situation d'urgence ”*: Un événement soudain et généralement imprévu appelant des mesures immédiates pour en réduire les conséquences néfastes. (BCAH/OMD)

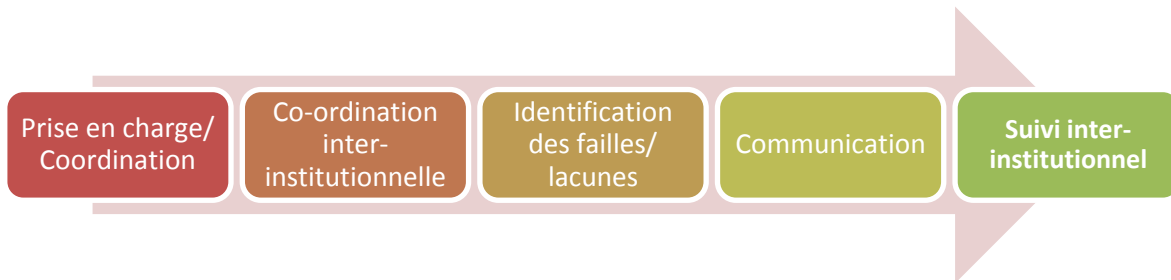
*“Transports civils d'importance vitale”*: désigne le transport, y compris en transit, du personnel et du matériel de secours en provenance du Participant expéditeur vers le Participant demandeur, par voie de mer, de terre ou d'air, nécessaires pour répondre aux besoins vitaux des populations touchées, afin de faire face aux conséquences d'une catastrophe. (OTAN)

*“Urgence de santé publique de portée internationale”*: un événement extraordinaire dont il est déterminé, i) qu'il constitue un risque pour la santé publique dans d'autres Etats en raison du risque de propagation internationale de maladies ; et ii) qu'il peut requérir une action internationale coordonnée. (OMS)

*“Urgence environnementale”*: Une catastrophe ou un accident soudain(e) résultant de facteurs naturels, technologiques ou d'origine humaine, ou une combinaison de ces éléments, qui entraîne ou risque d'entraîner des dommages environnementaux graves et menace des vies ou la santé humaine. (BCAH/PNUE)

## 2. Comment réaliser l'auto-évaluation?

L'auto-évaluation doit conduire à une meilleure préparation à l'intervention et le simple fait de se prêter à l'exercice contribue déjà à cet objectif. Le guide est conçu de façon à ce que, en suivant sa méthodologie, répartie en 5 étapes consécutives, chaque étape renforce déjà la préparation.



### 2.1. ÉTAPE 1 : Prise en charge/Coordination

L'organisme national ou le Ministère qui devrait, théoriquement, lancer la réalisation de l'auto-évaluation est celui qui est responsable de la gestion des catastrophes/crises, en fonction de la structure organisationnelle de chaque gouvernement. Avant même le début d'une situation d'urgence, les rôles et les responsabilités des différents ministères et organismes chargés de la gestion des catastrophes/crises et des interventions qui en découlent doivent être clairement définis et les mécanismes de réponse doivent être formellement précisés dans les procédures et lois nationales.

L'organisme/le ministère responsable doit coordonner l'action avec d'autres structures nationales en termes de réponse à une situation de crise. La réponse sera d'autant plus efficace et productive si ledit organisme joue un rôle dans la préparation à la réponse en cas de crise. En particulier, le premier chapitre de ce guide contient des questions d'évaluation qui peuvent s'appliquer aux efforts de préparation de nature générale et contribuer au renforcement des capacités nationales, tandis que les chapitres suivants traitent de questions plus spécifiques. Une évaluation interinstitutionnelle peut aider à dresser un tableau des capacités et des compétences existantes au niveau national, tout en identifiant les éventuelles améliorations nécessaires en termes de développement et/ou assistance. Grâce à la nature collaborative de l'élaboration du présent document, aux sources d'information mentionnées dans le document et à l'identification des principales organisations régionales et internationales spécialisées dans certains domaines, les organismes/ministères chargés de la gestion des opérations en cas de crise seront en mesure de cibler leurs efforts et leurs demandes d'aide de manière ponctuelle et efficace.

### 2.2. ÉTAPE 2: Coordination interinstitutionnelle

Les graines d'une bonne coordination interinstitutionnelle doivent être semées lors de la phase de préparation. Par conséquent, lors de l'auto-évaluation, tous les organismes compétents en matière de gestion des frontières doivent mener l'évaluation de manière conjointe. Il se peut que, dans certains pays, ce type de réunion ait lieu pour la première fois avant le déclenchement d'une situation de crise. Il s'agit d'une opportunité, pour les organismes nationaux en charge de la gestion des crises, non seulement d'établir un contact *avec* les organismes chargés de la gestion des frontières, mais aussi de favoriser l'établissement de relations *entre* les fonctionnaires responsables des douanes et de l'immigration, les Gardes-frontières/la Police des Frontières et les responsables des Ministères de la Santé, de

l'Agriculture, des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, de l'Environnement, de la Protection Civile et d'autres ministères. Les autorités régionales et locales ou la société civile peuvent également participer à ce processus, en vue d'une préparation encore plus efficace.

La coopération entre les différents organismes est absolument essentielle en vue de l'obtention de résultats exhaustifs et cohérents dans le cadre de l'auto-évaluation. Par ailleurs, cette méthode de travail constitue, en soi, un exercice de sensibilisation. Des fonctionnaires provenant d'environnements différents pourront obtenir des informations sur les méthodes de travail de leurs collègues des autres organismes/ministères, sur les défis auxquels ceux-ci sont confrontés et sur la façon dont eux-mêmes pourraient contribuer à la réponse en cas de catastrophe/crise ou à l'effort de relèvement. La préparation globale, au niveau national, pourrait être améliorée grâce à la mise en réseau et au partage des informations. Une coordination transfrontalière pourrait également être poursuivie, afin de progresser ultérieurement dans cet effort, si cette option était jugée utile.

### **2.3. ÉTAPE 3: Identification des failles/lacunes existantes dans la préparation**

Les questions posées par l'outil provoqueront très probablement des discussions entre les organismes nationaux et les ministères, en favorisant, ainsi, l'échange de compétences, expériences et exigences entre ces entités. Les questions ont été rédigées de telle sorte que, en cas de réponse positive, le problème concerné ne doit pas être analysé ultérieurement. Cependant, en cas de réponse négative à une question, l'on peut supposer qu'une certaine marge d'amélioration est possible et qu'il serait, donc, préférable d'apporter des modifications à l'avenir. Le guide n'a pas été conçu pour attribuer aux États un score concernant leur préparation à faire face aux conséquences transfrontalières, mais tout simplement pour indiquer les failles dans la législation, les procédures et les pratiques nationales et identifier les organisations internationales ou régionales spécialisées dans chaque domaine, qui seraient susceptibles de fournir leur expertise aux États désireux d'accroître leurs propres compétences.

Le premier chapitre, consacré à la préparation générale à l'intervention, donne un aperçu rapide de la vérification globale de la préparation, dans tous les secteurs de l'intervention suite aux crises. Cette liste sert d'indicateur de la préparation de base en place et doit contribuer à accroître le niveau de sensibilisation concernant toute une série de questions qui doivent être prises en compte. Les autres chapitres se concentrent, de manière plus détaillée, sur différentes conséquences transfrontalières. Les questions relatives à des problèmes de nature plus générale non liés à la coopération transfrontalière ont été exclues de ce guide. Cependant, une liste de sources a été ajoutée pour permettre aux utilisateurs de trouver plus facilement des informations sur telle ou telle question. À noter que, en l'absence de toute référence à des publications existantes, les questions ont été élaborées dans le cadre de l'élaboration du présent projet.

### **2.4. ÉTAPE 4: Communication avec les instances régionales et internationales compétentes**

Une fois l'évaluation terminée, les États concernés sont invités à analyser ultérieurement les outils de référence ou à contacter les organisations régionales ou internationales pour une évaluation et des informations plus approfondies. Les activités et les publications de certains organismes spécialisés concernant les différents sujets traités sont synthétisées au terme du présent document pour permettre aux États d'avoir une vue d'ensemble de l'aide qu'ils pourraient recevoir. L'organisation peut être directement contactée pour d'autres informations ou pour discuter d'une possible coopération, par exemple pour l'élaboration

d'un plan d'action spécifiquement applicable à un certain aspect de la gestion des frontières ou à une certaine région frontalière, ou pour recevoir une assistance concernant la législation applicable ou un conseil sur la mise en application des directives nationales et internationales.

L'auto-évaluation ne comporte aucune obligation de compte rendu dans le cadre d'un forum international ou dans tout autre contexte. Cependant, les États sont vivement invités à le faire, par exemple dans le cadre du Comité de Sécurité de l'OSCE, afin de favoriser la coopération transfrontalière et de poursuivre l'objectif de renforcement de la préparation nationale et internationale en cas de catastrophe et de crise. Au cas où l'évaluation ferait ressortir la nécessité d'accroître la coopération transfrontalière, il est recommandé que les États concernés contactent directement les états voisins en vue de la mise en place d'actions de suivi.

## **2.5. ÉTAPE 5: Suivi interinstitutionnel**

Après la réalisation de l'auto-évaluation et la mise en place des actions requises dans certains domaines qui nécessitaient une amélioration des compétences, il est préférable d'organiser une nouvelle rencontre dans le cadre de la coordination interinstitutionnelle mise en place pour l'auto-évaluation afin de poursuivre les efforts conjoints et l'échange d'informations et de fournir au nouveau personnel la possibilité d'établir des contacts. L'organisation d'actions de formation communes et de simulations conjointes est également possible en vue d'une préparation encore plus efficace. Des réunions à l'échelle régionale ou l'auto-évaluation des niveaux de préparation au niveau local ou régional peuvent également être envisagées. De plus, cet outil pourra être réutilisé, à l'avenir, pour documenter les améliorations réalisées dans la correction des failles et des lacunes préexistantes et déterminer les améliorations encore nécessaires concernant les processus et les pratiques en vigueur au niveau national.

### 3. Questions de l'auto-évaluation

#### 3.1. Préparation générale à une situation de catastrophe au niveau national

*Principales autorités concernées:*  
*Les structures responsables de la gestion des crises au niveau national avec l'assistance des autorités chargées de la gestion des frontières*

Selon la Résolution 46/182 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, « c'est à chaque État qu'il incombe au premier chef de prendre soin des victimes de catastrophes naturelles et autres situations d'urgence se produisant sur son territoire », par l'initiative, l'organisation, la coordination et la mise en œuvre de l'aide humanitaire. L'État peut adopter un certain nombre de mesures de préparation dans cette perspective.

La même résolution souligne que l'aide humanitaire doit être fournie avec le consentement du pays touché et en principe sur la base d'un appel de ce dernier, dans le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale des États, conformément à la Charte des Nations Unies. La Résolution 46/182 appelle également les États dont les populations ont besoin d'une aide humanitaire à faciliter la mise en œuvre par ces organisations intergouvernementales et non-gouvernementales dans l'organisation de l'assistance. Afin d'accélérer la demande d'assistance internationale, un certain nombre de procédures et de structures peuvent être mises en place avant que l'urgence ne se déclare.

Évaluation globale	Oui	Non
1) Une évaluation des vulnérabilités aux frontières est-elle effectuée et des plans d'intervention en cas de crise sont-ils élaborés en conséquence?		

Cadre législatif	Oui	Non
1) Le cadre législatif national en matière de gestion des catastrophes définit-il une séparation claire des rôles et des responsabilités aux différents niveaux du gouvernement? a) Le cadre législatif prévoit-il des dispositifs aptes à assurer la coopération intergouvernementale pendant les catastrophes et les		
2) Des procédures sont-elles en place pour la déclaration d'une situation		
3) Des critères ont-ils été établis pour l'émission d'alertes précoces, destinées à la population, relatives à des catastrophes imminentes, y compris dans la langue locale? a) Ceci inclut-il des plans relatifs à des moyens de communication		
4) La législation ou la politique prévoit-elle une procédure de déclaration des catastrophes/crises aux autres gouvernements/organisations régionales/aux Nations Unies, notamment en ce qui concerne des risques susceptibles de donner lieu à des catastrophes et/ou à des crises dans le pays et/ou dans un pays voisin? (5)		
5) Existe-t-il au niveau du gouvernement une vue d'ensemble des accords bilatéraux, multilatéraux et internationaux applicables à la gestion des situations urgentes? (2) a) Ceci inclut-il une vue d'ensemble des possibles conséquences en termes de coûts de l'application de chaque accord?		

6) Un cadre législatif est-il en place concernant les aspects inhérents à la responsabilité, à la sécurité et à la sûreté dans le cadre de la prestation de l'aide internationale (par ex., les règles en matière de remboursement des dommages causés par les équipes de secours aux biens et/ou au personnel de service de l'État touché ou des tiers)? (1)		
7) La réduction des risques de catastrophes est-elle intégrée de manière adéquate dans les politiques, la planification et la programmation nationale? (3)		

Coordination nationale	Oui	Non
1) Un interlocuteur gouvernemental est-il clairement identifié pour la préparation pour et la gestion des catastrophes et des crises? (10)		
1) Une plate-forme/un dispositif de coordination national(e) pour la préparation à la réponse et à la gestion des crises et des catastrophes est-elle/il en place, avec la participation des autorités chargées de la gestion des frontières, telles que les fonctionnaires des douanes et de l'immigration? (10) a) Ceci inclut-il la rédaction d'une liste à jour contenant les coordonnées des interlocuteurs (techniques et politiques) au niveau des gouvernements nationaux et locaux? (9)		
2) Tous les organismes gouvernementaux concernés ont-ils une bonne connaissance des lois et des principes applicables en matière d'assistance humanitaire, des résolutions applicables de l'Assemblée Générale des Nations Unies et des autres outils essentiels en matière d'aide humanitaire? (9) a) Le personnel gouvernemental, et notamment les fonctionnaires clés en charge des frontières, reçoivent-ils une orientation et /ou une formation en matière de préparation aux situations d'urgence et de relèvement après une catastrophe? b) Les normes applicables sont-elles diffusées, mises à jour et opposables aux organismes gouvernementaux responsables?		
3) Des fonds d'intervention pour les urgences humanitaires sont-ils disponibles et des procédures sont-elles en place en vue de leur allocation rapide ? (10)		
4) Un centre régional d'intervention d'urgence existe-t-il et fonctionne-t-il en vue de la coordination des secours urgents avec les Etats voisins, le cas échéant, à la fois pour l'assistance prêtée et reçue? (10)		

Demande d'assistance internationale	Oui	Non
1) Des critères ont-ils été établis pour la demande et l'acceptation de l'aide internationale? (10)		
2) Des critères ont-ils été établis pour justifier le refus de recevoir l'aide internationale?		
3) Quel Ministère/quel organisme est-il en charge des demandes d'aide internationale? (5)		
4) Un délai précis pour la demande d'aide internationale a-t-il été établi par la législation, par un plan ou une politique? (10)		
5) Y a-t-il des conditions à respecter avant d'émettre une demande officielle, par exemple, entre autres, la déclaration de l'état d'urgence? (5)		

6) Y a-t-il des conditions particulières à respecter pour demander l'aide de la communauté humanitaire, des organisations non-gouvernementales et des organisations régionales, sous-régionales et locales compétentes? (5)		
7) Existe-t-il des conditions préalables pour accepter l'aide internationale? (5) a) L'intention de demander une aide militaire ou l'acceptabilité du type d'aide fourni par l'armée est-elle spécifiquement traitée? <sup>4</sup> (9)		
8) Existe-t-il des règles concernant le type d'information que les prestataires d'aide internationale doivent fournir? (5)		
9) Des formulaires sont-ils prévus pour demander et proposer l'aide internationale? a) Les États prêtant assistance peuvent-ils se les procurer facilement? (1) b) Pourrait-on utiliser des formulaires des organisations régionales ou internationales déjà existants?		

Coordination de l'aide humanitaire internationale	Oui	Non
1) Existe-t-il un plan exhaustif pour la gestion de l'aide internationale une fois que la demande a été faite? a) Dans l'affirmative, le plan désigne-t-il clairement les autorités gouvernementales responsables des différents aspects de la réception de l'aide internationale et les modalités d'intégration de l'aide internationale dans les plans nationaux d'intervention en cas de catastrophe? (7)		
2) Un interlocuteur gouvernemental est-il chargé de la coordination, avec les États prêtant assistance et les organisations intergouvernementales, des offres d'assistance pour les secours? (10) a) Cet interlocuteur gouvernemental est-il en mesure de demander à d'autres organes gouvernementaux compétents d'adopter certaines actions ou de mettre à disposition le matériel ou les locaux requis pour faciliter le travail des acteurs internationaux qui fournissent les secours? (6) b) Cet interlocuteur gouvernemental connaît-il les systèmes de coordination des actions humanitaires, tels que l'approche des groupes de responsabilité sectorielle (9)		
3) Une structure de coordination avec le Coordinateur des Secours d'urgence des Nations Unies en tant qu'interlocuteur central pour les États et les organisations humanitaires prêtant assistance a-t-elle été établie pour toute question relative aux opérations de secours des Nations Unies? (9) 4)		
5) Les acteurs internationaux peuvent-ils accéder facilement aux informations sur l'aide internationale intégrées dans la législation nationale? (5)		
6) Existe-t-il des accords préétablis définissant les dispositifs de partage des informations avec les organisations d'aide internationale afin de faciliter l'intervention en cas de catastrophe?		

<sup>4</sup> Consultez les *Directives sur l'utilisation des ressources militaires et de la protection civile étrangères dans le cadre des opérations de secours en cas de catastrophe* ("Directives d'Oslo") et les *Directives et références civil-militaires pour les situations d'urgence complexes* pour d'autres informations à ce sujet.

7) Existe-t-il un système d'enregistrement des organisations prêtant assistance qui éviterait aux organisations humanitaires étrangères de devoir s'enregistrer auprès de plusieurs organismes (tels que les organismes nationaux, locaux, provinciaux compétents, le Ministère de la Santé, le Ministère du Travail, etc.)? (5)		
8) Existe-t-il des institutions nationales spécifiquement chargées d'assurer la sécurité du personnel, des installations, des transports, des équipements et des fournitures affecté(e)s à l'aide internationale? (5)		
9) Un personnel en nombre suffisant a-t-il été préalablement désigné et formé pour entretenir les contacts avec les équipes d'aide qui interviennent sur le terrain? (1)		
10) Des dispositions spécifiques ont-elles été adoptées pour assurer l'accès des fonctionnaires douaniers aux listes du matériel nécessaire dans le cadre des opérations d'aide, afin qu'ils puissent réserver un acheminement prioritaire à ce type de matériel?		

Admissibilité des organisations prêtant assistance	Oui	Non
1) Des critères ont-ils été établis pour les organisations humanitaires prêtant assistance et cherchant à remplir les conditions requises pour bénéficier de facilités juridiques dans le cadre d'opérations de secours ou d'assistance au relèvement initial? (4)		
2) Est-il possible pour l'État octroyant les facilités de se prononcer sur l'admissibilité avant une catastrophe ou le plus rapidement possible après sa survenue ? (4)		
3) Les procédures et les mécanismes applicables sont-ils aussi simples et rapides que possible? Sont-ils décrits avec précision, et les informations à leur sujet sont-ils facilement accessibles ? (4)		
4) A-t-on envisagé la mise en place d'un registre national d'accords bilatéraux ou le recours à des systèmes d'agrément à l'échelle internationale ou régionale? (5)		
5) Une durée déterminée, à partir de la date de délivrance, de l'admissibilité des organisations d'aide humanitaire a-t-elle été établie? (11) a) Existe-t-il une procédure pour la soumission d'une nouvelle demande et un interlocuteur gouvernemental a-t-il été désigné à cet effet?		

Transition de la phase des secours à la phase de relèvement	Oui	Non
1) Un interlocuteur gouvernemental responsable de la notification de la fin de l'aide internationale a-t-il été clairement défini? (5)		
2) La législation ou les politiques nationales prévoient-elles des délais appropriés pour notifier les acteurs internationaux avant l'expiration des facilités juridiques qui leur ont été accordées suite à une catastrophe/situation de crise? (4)		
3) Des dispositifs sont-ils en place pour règlementer le passage de consignes des acteurs internationaux aux acteurs nationaux ?		
4) Des procédures permettant de prévoir les conséquences que la fin de l'assistance pourrait avoir sur les populations touchées par la catastrophe sont-elles en place? (5)		

## **Sources**

- (1) ECHO - Mécanisme de Protection Civile de l'UE
- (2) ECHO - Directives de soutien aux nations hôtes (HNS) de l'Union
- (3) IASC - Guide de préparation et réponse aux situations d'urgence à l'usage des Coordinateurs Résidents et des Coordinateurs Humanitaires
- (4) FICR - Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (5) FICR - Questionnaire - Recueil régional des outils de régulation pour la gestion de l'aide humanitaire en cas d'urgence<sup>5</sup>
- (6) FICR/BCAH/Union interparlementaire - Loi-type relative à la facilitation et à la réglementation des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (7) OTAN - Liste récapitulative et directives non contraignantes pour la demande, la réception et la fourniture d'aide internationale en cas d'incident CBRN ou de catastrophe naturelle
- (8) BCAH - Kit de préparation à la réponse en cas de catastrophe
- (9) BCAH - Package de préparation minimum
- (10) BCAH - Partenariat stratégique pour la préparation
- (11) OMD - Les principes clés du cadre de normes SAFE pour faciliter davantage les envois de secours de compensation

---

<sup>5</sup> Le questionnaire faisant partie du "Recueil régional des outils de régulation" a été élaboré par un groupe de travail composé de représentants de la FICR, du BCAH et des gouvernements argentin, brésilien, équatorien et mexicain suite à la demande exprimée par certains États lors des réunions annuelles organisées sur le thème de "L'amélioration des partenariats humanitaires internationaux". Le questionnaire a été conçu pour aider les États à rédiger des chapitres du futur Recueil Régional.

## 32. Conséquences transfrontalières des crises pour les pays touchés

Une demande d'aide internationale donne généralement lieu à des offres d'aide internationale provenant de différents types d'acteurs: des États, des organisations régionales et internationales, des organisations non-gouvernementales et des acteurs privés. L'État touché peut envisager, en ce qui concerne la réception des secours, à la fois sous la forme de biens et de personnel, d'accorder un certain nombre de facilités juridiques aux États et aux organisations humanitaires admissibles prêtant assistance afin de faciliter l'envoi de secours par ces acteurs et de l'assistance au relèvement initial.

### 3.2.1. Mouvements de populations

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables des affaires intérieures, de la sécurité et de l'immigration*

#### Mouvements transfrontaliers

Les États sont responsables en premier lieu de la prestation de la protection et de l'assistance nécessaires à leurs ressortissants et à leurs résidents permanents. En cas de catastrophe naturelle, ce devoir impose aux États de se préparer à affronter des catastrophes prévisibles et de mettre tout en œuvre, dans la mesure du possible, pour prévenir les menaces pour la vie et les biens de leurs ressortissants et résidents, et notamment le déplacement de ces populations. Les actions susceptibles d'empêcher le déplacement des populations sont les suivantes: les activités relatives à la réduction du risque de catastrophes, les exercices de planification des interventions en cas d'urgence, l'amélioration des infrastructures, la délocalisation des populations à risque de déplacement vers des zones sécurisées, la réforme foncière et les autres mesures destinées à améliorer la résistance. Cependant, en cas de catastrophe naturelle qui dépasse la capacité d'un État de protéger ses ressortissants et ses résidents permanents, la responsabilité de l'État pourrait également s'étendre à l'obligation d'essayer d'obtenir, pour ses ressortissants et ses résidents, les moyens juridiques leur permettant de demander protection et assistance dans un autre pays. Par ailleurs, la responsabilité de l'État peut également exiger la mobilisation- de la part du gouvernement- des organisations, des accords et des ressources à l'échelle internationale et régionale. Des questions plus détaillées concernant la recherche de solutions durables pour les populations déplacées figurent au paragraphe 3.5.1.

#### Questions relatives à l'évaluation en matière de populations déplacées suite à des catastrophes naturelles

Préparation globale	Oui	Non
1) Les autorités compétentes ont-elles entrepris une évaluation afin de déterminer quelles sont les populations à risque de déplacement suite à des catastrophes naturelles et d'identifier les individus susceptibles de requérir une assistance particulière pour le déplacement?		
2) Les autorités compétentes se sont-elles consultées avec les États d'accueil potentiels de l'aide concernant la planification des interventions en cas de déplacement transfrontalier? a) Le plan d'intervention inclut-il la définition des droits et des obligations des personnes déplacées pendant qu'elles se trouvent dans le pays de déplacement?		

<p>b) Le plan d'intervention inclut-il un dispositif intergouvernemental pour la recherche de solutions durables pour le déplacement, par exemple afin de déterminer quand les populations déplacées peuvent rentrer dans le pays d'origine et de définir l'organisation logistique visant à faciliter un retour volontaire, éclairé et dans des conditions de sécurité?</p> <p>c) Le plan d'intervention traite-t-il des mécanismes de financement possibles afin d'apporter de l'aide à un État de réception, par l'accueil et l'assistance des/aux personnes déplacées?</p>		
3) Dans le pays d'origine, un système est-il en place pour faciliter le retour des populations déplacées, y compris en ce qui concerne l'acceptation des documents d'identité éventuellement délivrés à l'étranger en l'absence de documents délivrés par les autorités nationales?		
4) Des mesures adéquates sont-elles en place pour la protection des terres et des biens des personnes déplacées, dans la mesure du possible, contre le pillage, la destruction, l'appropriation, l'occupation ou l'utilisation arbitraire ou illicite desdites terres et desdits biens pendant la durée du déplacement?		
<p>5) Les autorités compétentes ont-elles consulté les communautés soumises à un risque de déplacement pour les informer de la possibilité de chercher une protection dans un autre pays en cas de dépassement des capacités disponibles au niveau national ou pour protéger leur vie, leur santé ou leur intégrité physique?</p> <p>a) Les communautés à risque ont-elles été informées des droits dont elles bénéficient et des responsabilités leur incombant pendant la durée du déplacement, ainsi que de la date et des conditions auxquelles elles pourront retourner dans leur pays d'origine après la catastrophe?</p>		

### **Sources**

(1) IASC - Directives opérationnelles de l'IASC sur la protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles

### 3.2.2. Réception du matériel de secours

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables en matière de douanes, santé et transport*

#### Mouvements transfrontaliers

Les autorités douanières peuvent se trouver confrontées à des défis de nature logistique et juridique en ce qui concerne la gestion de la réception du matériel de secours, lorsque leurs propres capacités sont affectées, surtout en cas de catastrophe naturelle. Bien que la fourniture des biens destinés aux secours soit limitée dans le temps, en général tant que l'urgence ou la phase de relèvement est en cours, la nécessité de délivrer les produits humanitaires aux victimes aussi vite que possible implique une charge considérable pour les autorités douanières, charge qui peut être partiellement surmontée en prenant un certain nombre de mesures de préparation.

#### Questions d'évaluation

Préparation globale	Oui	Non
1) Les administrations douanières participe-t-elles/contribue-t-elles autant que nécessaire et de manière appropriée à la planification globale élaborée par les gouvernements nationaux et à la préparation de l'intervention en cas de catastrophes/crise? (13)		
2) Un cadre juridique clair et des procédures de dédouanement efficaces sont-ils préétablis pour gérer les mouvements de marchandises prioritaires et la coordination de l'aide humanitaire internationale (11) (12) a) Si le cadre juridique préétabli résulte des Nations Unies, un accord a-t-il été signé entre les Nations Unies et les autorités gouvernementales compétentes? (6)		
3) Les procédures légales et douanières mentionnées dans la question 2 sont-elles intégrées dans la législation/la réglementation nationale et, si possible, dans le plan d'intervention en cas d'urgence? (13) a) Dans l'affirmative, font-elles référence/sont-elles conformes à des outils ou documents de l'OMD? b) Si oui, lesquels: le chapitre 5 de l'Annexe J à la Convention de Kyoto révisée, de juin 1999; l'Annexe B.9 à la Convention d'Istanbul de juin 1990; le Cadre SAFE?		
4) Un diagnostic est-il effectué concernant les procédures mises en place pour le traitement douanier de l'aide humanitaire d'urgence et la capacité de mettre en application lesdites procédures en cas de catastrophe? (13)		
5) Des exercices de simulation sont-ils effectués pour tester le niveau de préparation et de capacité des autorités douanières dans la gestion des situations d'urgence et pour vérifier, éventuellement, la qualité des plans d'intervention d'urgence nationaux? (13)		
6) Un plan de formation a-t-il été élaboré et mis en application pour assurer la qualification du personnel des douanes et sa capacité de gérer des situations d'urgence comportant une circulation transfrontalière de marchandises? (13)		
7) Les procédures de dédouanement de l'aide humanitaire - et notamment une liste des points d'entrée et de sortie frontaliers opérationnels - sont-elles à la disposition du public, par le biais d'outils tels que les sites Internet nationaux et/ou le répertoire géré par le BCAH? (13)		

8) Des procédures pour l'accueil des équipes internationales de recherche et sauvetage en milieu urbain ont-elles été mises en place et tenues à jour? (8)		
9) Une étude de la législation et des contraintes applicables au niveau national en matière d'entrée de matériel et équipements de secours provenant de l'étranger a-t-elle été réalisée afin qu'elle puisse être communiquée à d'autres États en cas de demande d'aide internationale, pour faciliter la nature et la qualité de l'assistance fournie? (4)		
10) Les éventuels goulets d'étranglement possibles aux frontières ont-ils été identifiés? (7)		
11) Les accords bilatéraux, les accords d'assistance administrative mutuelle entre les administrations douanières ont-ils été examinés et, si nécessaire, mis à jour en vue de la gestion des situations d'urgence? (13)		
12) Si d'autres ministères sont impliqués dans les procédures de réception du matériel de secours, par ex. en ce qui concerne les télécommunications, les transports, la santé ou les services de police une structure de coordination a-t-elle été établie? (4) a) Les responsabilités respectives ont-elles été définies pour chaque entité concernée?		

Exportation de matériel de secours	Oui	Non
1) Est-il possible de renoncer, à l'exportation, à l'application de prohibitions ou de restrictions de caractère économique, ainsi qu'à la perception de droits et taxes, pour les marchandises contenues dans les envois de secours destinés à des pays victimes de catastrophes ? (10)		
2) Est-il possible d'accepter, en règle générale, lors de l'exportation, les déclarations écrites établies par les exportateurs, d'envois de secours comme preuve du contenu de ces envois et de l'usage auquel ils sont destinés (10)		

Importation et admission temporaire des biens de secours	Oui	Non
1) L'admission en franchise des droits et taxes à l'importation et sans prohibitions ni restrictions à l'importation de caractère économique est-elle autorisée pour : a) Les envois de secours reçus à titre de dons par des organisations agréées par les autorités compétentes et destinés à être distribués gratuitement par ces organisations ou sous leur contrôle aux victimes d'une catastrophe affectant leur territoire, notamment quand il s'agit de denrées alimentaires, de médicaments, d' <i>articles pour l'hygiène féminine</i> <sup>6</sup> , de vêtements, de couvertures, de tentes, de maisons préfabriqués ou autres marchandises de première nécessité (12); b) Les effets personnels des membres des équipes de secours chargées de l'aide humanitaire? (6)		
2) L'admission temporaire peut-elle être facilitée, en suspension totale des droits et taxes à l'importation et sans application des prohibitions ou restrictions à l'importation de caractère économique, pour les équipements requis par les États et les organisations humanitaires prêtant assistance et utilisés par eux/elles ou sous leur contrôle dans le cadre des actions mises en place pour atténuer les effets des catastrophes; les autorités douanières		

<sup>6</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

<p>peuvent-elles, le cas échéant, se contenter, au lieu de requérir le dépôt d'une caution, du simple engagement de réexportation des équipements par l'État prestataire de l'aide ou par l'organisation humanitaire? (11)</p> <p>Ce matériel comprend notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le matériel de transmission et de communication;</li> <li>b) le matériel de purification et de stockage de l'eau;</li> <li>c) le matériel, les machines, l'outillage et les appareils électroniques nécessaires au personnel technique spécialisé, par exemple, médecins, ingénieurs, techniciens des transmissions, logisticiens, travailleurs sociaux, pour exercer ses activités;</li> <li>d) le matériel qui n'est pas directement lié aux opérations de secours mais est utilisé pour lutter contre les conséquences de catastrophes naturelles et de sinistres analogues, par exemple, pour lutter contre la pollution de toute nature, décontaminer les bâtiments et les territoires, inspecter les installations industrielles, etc.;</li> <li>e) le matériel administratif tel que le matériel de bureau (ordinateurs, photocopieuses et machines à écrire, par exemple), les fournitures consommables, les dispositifs de sécurité pour le personnel, les manuels et les documents administratifs;</li> <li>f) les tentes, logements préfabriqués et mobiles destinés au personnel et les installations connexes telles le matériel et les fournitures nécessaires à la préparation et la consommation des repas, les équipements sanitaires et les dispositifs nécessaires pour assurer la sécurité des zones d'hébergement;</li> <li>g) les articles en la possession du personnel de secours;</li> <li>h) les moyens de transport, les pièces de rechange et le matériel nécessaire aux réparations;</li> <li>i) les animaux nécessaires aux opérations de secours, par exemple, les chiens spécialement entraînés à cette fin. (6)</li> </ul>		
<p>3) Sont les biens et les équipements importés par des acteurs admissibles exempts de toute interdiction et restriction économique? (3)</p>		
<p>4) Des accords sont-ils envisagés pour permettre la levée des restrictions d'entrée et d'utilisation applicables aux équipements de télécommunications, sous réserve du respect des exigences liées à des impératifs de sécurité nationale ou au respect de l'ordre public ? (3)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) L'obtention de certaines autorisations peut-elle ne pas être exigée ou peut-elle être accélérée et tout autre obstacle à l'utilisation, l'importation/exportation des équipements de télécommunications ou informatiques nécessaires pour l'assistance au relèvement initial peuvent-elles être réduites? (2)</li> <li>b) Est-il possible d'accorder (ou encourager, s'il y a lieu, d'autres acteurs nationaux à accorder) aux États et aux organisations humanitaires admissibles prêtant assistance, sans discrimination envers les acteurs humanitaires nationaux et sans qu'il en résulte pour eux des effets néfastes, un accès prioritaire aux bandes passantes, aux fréquences et aux satellites pour les télécommunications et les transferts des données liées aux opérations de secours en cas de catastrophe? (2)</li> </ul>		
<p>5) Des dispositions spécifiques ont-elles été envisagées concernant l'entrée et les restrictions d'utilisation des médicaments et des équipements médicaux, sous réserve, éventuellement, du respect des conditions suivantes:</p>		

<p>a) S'ils répondent aux besoins et du <i>sexe</i><sup>7</sup> des personnes touchées;</p> <p>b) Si leur utilisation est légale dans le pays d'origine et sur le territoire du pays touche conformément à la législation en matière de médicaments;</p> <p>c) Les médicaments que les acteurs admissibles envisagent d'utiliser directement dans le cadre de la fourniture de soins médicaux lors des opérations de secours ou d'assistance au relèvement initial, doivent être :</p> <p>(i) transportés et conservés par les acteurs admissibles dans des conditions propres à assurer en tout temps leur qualité et ; (ii) protégés de tout détournement et abus ;</p> <p>d) Les médicaments qui seront donnés pour être utilisés par d'autres doivent : (i) arriver dans le pays au moins 12 mois avant leur date de péremption, (ii) être transportés et conservés par les acteurs admissibles dans des conditions propres à assurer leur qualité jusqu'à ce qu'ils parviennent aux destinataires nationaux prévus ; (iii) être dûment étiquetés dans une langue comprise dans l'État touché, avec leur dénomination internationale ou leur nom générique, le numéro du lot, la forme de dosage, la force, le nom du fabricant, la quantité contenue dans l'emballage, les conditions de conservation et la date de péremption. (3)</p>		
<p>6) Les obstacles juridiques et administratifs peuvent-elles être réduites - dans la mesure autorisée par la sécurité publique et le droit international - en ce qui concerne l'importation de médicaments et d'équipements médicaux par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance, ou en leur nom, dans le cadre d'opérations de secours en cas de catastrophe et d'assistance au relèvement initial? (2)</p> <p>a) Existe-t-il des dispositions réglementaires concernant le don de médicaments et produits de santé? (16)</p>		
<p>7) La possibilité de modifier ou de réduire les prescriptions usuelles en matière de fumigation et d'interdiction et/ou de restrictions liées aux importations et aux exportations de produits alimentaires par des États et des organisations humanitaires admissibles prêtant assistance lors d'opérations de secours en cas de catastrophe est-il envisagé ?</p> <p>a) Des dispositions réglementaires spécifiques sont-elles en place pour clarifier les procédures accélérées d'importation des denrées alimentaires? (2)</p>		
<p>8) Des dispositions réglementaires spécifiques sont-elles en place pour clarifier les conditions et les exigences en matière d'importation sans quarantaine de chiens de recherche par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance? (3)</p>		
<p>9) L'immatriculation et les plaques des véhicules importés par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance peuvent-ils faire être reconnu, à titre temporaire, en attendant qu'ils soient immatriculés dans le pays? (3)</p>		
<p>10) En cas d'urgence environnementale, des dispositions sont-elles prises pour faciliter l'arrivée d'équipements spéciaux d'évaluation environnementale? (9)</p>		
<p>11) Le transport, l'admission, le traitement et l'élimination de substances biologiques et d'échantillons utilisés dans les analyses de laboratoire, de réactifs et de tout autre matériel de diagnostic employé dans le cadre de vérifications et d'actions de santé publique peuvent-ils être facilités?(15)</p>		

<sup>7</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

12) Une liste du matériel de secours interdit a-t-elle été rédigée, le cas échéant? a) Cette liste peut-elle être transmise aux États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance? b) Les agents des douanes sont-ils en possession de cette liste?		
--	--	--

Procédures de dédouanement	Oui	Non
1) Les opérateurs et les importateurs sont-ils permis de présenter à la douane les manifestes et les documents nécessaires aux fins de la déclaration en douane préalablement à l'arrivée des envois de secours, afin de faciliter la mainlevée immédiate? (12) a) Un point de contact avec la douane, avec des horaires d'ouverture précis, a-t-il été désigné et un plan de communication de cette information aux États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance a-t-il été défini?		
2) Le contrôle douanier peut-il être limité au strict minimum nécessaire pour assurer seulement que les marchandises soient conformes aux lois et règlements qu'elle applique? (12)		
3) Les documents d'accompagnement des envois de secours peuvent-ils être réduits au minimum et une liste des documents requis pour le dédouanement peut-elle être communiquée aux États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance? (12)		
4) Des dispositions nécessaires peuvent-elles être adoptées pour permettre l'octroi de la mainlevée pour un nombre aussi élevé que possible d'envois de secours sur la base d'une déclaration provisoire ou d'un équivalent électronique juridiquement acceptable, sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités douanières et autres dans un délai déterminé ? (12)		
5) Le dépôt d'une déclaration d'importation de marchandises simplifiée /provisoire/incomplète sous réserve du dépôt d'une déclaration complète dans un délai déterminé est-il possible ? Est-il possible de déposer gratuitement, de préférence sur support électronique, la déclaration de marchandises et les autres documents justificatifs relatifs à l'envoi de marchandises et d'équipements envoyés par ou pour le compte des acteurs admissibles? (12)		
6) L'obligation de traduction des informations contenues dans les documents relatifs aux biens ou équipements acheminés par les acteurs admissibles ou en leur nom peut-elle être supprimée, à moins que celle-ci ne soit absolument nécessaire pour procéder au dédouanement ou à la mise en circulation des biens ou équipements? (3)		
7) La présence d'éventuelles barrières linguistiques a-t-elle été prise en compte et les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance ont-ils/elles été informé(e)s des langues à utiliser sur place? (4)		
8) Le dédouanement des biens et équipements importés par des acteurs admissibles peut-il être autorisé indépendamment de leur pays d'origine, ou du pays de provenance des biens, sous réserve de contrôles liés à la santé publique et à la sécurité ou de sécurité? (3)		
9) Les autorités douanières sont-ils dotés des équipements nécessaires pour l'acheminement des importations d'envois de secours ou peuvent-ils être dûment équipés en cas de besoin? (7)		

10) Les autorités douanières sont-elles en mesure de renoncer, dans la mesure du possible, à exiger une garantie douanière qui serait normalement requise pour les biens et équipements importés par les acteurs admissibles ou en leur nom? (3)		
--	--	--

Procédures d'inspection	Oui	Non
1) Une analyse des risques est-elle la base pour l'autorité douanière de limiter ses opérations de vérification de la déclaration des biens et équipements acheminés au nom d'un acteur admissible à celles qu'elle juge indispensables pour garantir l'application de la législation douanière et autres lois connexes, et de déterminer quels biens et équipements importés par les acteurs admissibles ou en leur nom doivent faire l'objet d'une inspection, ainsi que l'étendue de cette inspection ? (3)		
2) La vérification matérielle des envois de secours peut-elle être effectuée, si nécessaire, par sondage ou sélection, et le plus rapidement possible? (12)		
3) Lorsque les marchandises doivent être inspectées par d'autres autorités compétentes et que la douane souhaite également procéder à une inspection, la douane est-elle en mesure d'assurer la coordination de ladite inspection et de faire en sorte, si possible, qu'elle ait lieu en même temps? (3)		
4) La reconnaissance mutuelle des contrôles douaniers - par laquelle la douane accepte des normes communes en matière de contrôle et de gestion des risques, sur le partage du renseignement, ainsi que sur l'échange courant de données douanières - a-t-elle été envisagée? (14)		

Traitement prioritaire	Oui	Non
1) Des dispositions ont-elles été adoptées de manière à faciliter une admission temporaire et importation rapide des envois de marchandises et équipements effectués par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance et à réserver au dédouanement un traitement prioritaire? (12)		
2) Les bureaux et les services d'importance essentielle pour permettre l'acheminement dans les meilleurs délais des envois internationaux de secours en cas de catastrophe fonctionnent-ils en dehors des heures d'ouverture fixées? (12)		
3) Des dispositions appropriées ont-elles été adoptées et sont-elles en place pour la vérification ou la mainlevée en dehors des heures et lieux normalement prescrits des envois de secours, y compris les envois en conteneur ou sur palette et les articles en la possession du personnel de secours, et de renoncer à la perception de toute redevance pour l'intervention du personnel des douanes? (6)		
4) Des procédures sont-elles en place pour permettre la coordination, le cas échéant, avec les horaires et les attributions d'autres départements/ministères compétents pour autoriser l'entrée de biens et équipements sur le territoire et, chaque fois que possible, de mener des opérations conjointes telles que des contrôles douaniers ? (3)		
5) Serait-il possible de faire une différenciation (par la mise en place de procédures simplifiées/accélérées) pour les organisations qui fonctionnent de façon conforme, à savoir qui disposent d'une capacité suffisante et qui opèrent conformément à des principes humanitaires et à des critères de qualité préalablement établis? (14)		

6) Les autorisations nécessaires peuvent-elles être accordées, dans les meilleurs délais et, de préférence, en exonération des frais applicables, aux fins du passage rapide des véhicules terrestres, navals et aériens utilisés par un État ou une organisation humanitaire admissible prêtant assistance, ou en son nom, pour acheminer des secours ou une assistance au relèvement initial en cas de catastrophe? (2)		
7) Des dispositions sont-elles en place pour fournir aux transports civils d'importance vitale des pays prestataires d'aide toute la logistique et les facilités administratives nécessaires en leur accordant le même niveau de priorité qu'aux transports civils nationaux? (4)		

Transport et logistique	Oui	Non
1) Les organismes en charge des contrôles aux frontières sont-ils au courant du fait que les véhicules terrestres, aéronefs et navires utilisés par les acteurs admissibles, ou en leur nom, pour transporter du personnel international et du personnel local, des biens ou des équipements aux fins des secours ou de l'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe bénéficient d'un droit de passage prioritaire, y compris, selon les cas, en ce qui concerne l'aiguillage du trafic aérien et les autorisations d'atterrissage ? (3)		
2) Quel gouvernement, ministère ou organisme peut-il accorder une autorisation de survol du territoire, l'atterrissage et le décollage d'avions - l'utilisation de ces avions à l'intérieur du territoire de l'État touché étant également autorisée dans la mesure où elle est nécessaire à la distribution de l'assistance? (2) a) Les procédures nécessaires sont-elles en place pour faciliter la délivrance de ces autorisations?		
3) Des dispositifs sont-ils en place pour assurer une délivrance rapide des autorisations de survol et d'atterrissage des avions chargés de la distribution de l'aide humanitaire? (4)		
4) Des procédures sont-elles en place en vue de l'exonération de toutes les interdictions, limitations ou restrictions concernant l'arrivée, le survol, l'atterrissage, le séjour et le départ, autres que celles qui sont nécessaires pour garantir la sûreté nationale, la sécurité publique ou la santé publique? (3)		
5) L'émission dans de brefs délais des visas de sortie, transit et entrée nécessaires au personnel conduisant ces véhicules est-elle prévue? (2)		
6) Des procédures sont-elles en place pour accorder l'exonération du paiement de toutes les taxes, redevances, droits, frais, droits de péage et autres charges normalement imposés par les entités gouvernementales de applicables notamment mais de manière non limitative (i) au survol, à l'atterrissage, au stationnement, au décollage et à la navigation, (ii) aux surestaries et à l'amarrage ; et iii) aux péages routiers ? (3)		
7) Les autorités chargées de la gestion des routes et la police de la route sont-elles au courant du statut spécial dont bénéficient les marchandises, les équipements et le personnel affecté(e)s à l'aide, de leur exonération de tout(e) impôt et taxe (et notamment du paiement des péages) et de l'obligation de leur fournir une escorte, et d'assurer la sécurité et le dégagement des routes? (4)		

8) Une chaîne d'approvisionnement adéquate est-elle en place pour assurer le déchargement, l'entreposage et la distribution rapides et efficaces de l'aide? (1) a) Quel ministère/organisme va être en charge de la réception de l'aide? b) Quel ministère va diriger le transfert de l'aide aux unités compétentes en vue de sa distribution ultérieure ?		
9) Des dispositions sont-elles en place en vue de l'évaluation du soutien que le pays hôte serait en mesure de fournir ou non aux équipes de secours en cas d'urgence majeure? (1)		
10) Une procédure permettant de communiquer aux équipes de secours le niveau de soutien que le pays hôte est en mesure de leur fournir est-elle en place? (1)		
11) Les limitations existantes en matière de circulation des camions (interdiction de circulation pendant les week-ends et les jours fériés) et de nombre maximum d'heures de conduite journalières par chauffeur peuvent-elles être levées?		

### **Sources**

- (1) ECHO - Mécanisme de Protection Civile de l'UE
- (2) FICR - Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (3) FICR/BCAH/Union interparlementaire - Loi-type relative à la facilitation et à la réglementation des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (4) OTAN - Lettre d'intention concernant la facilitation des transports civils transfrontaliers vitaux
- (5) BCAH - Concept pour l'application concrète de l'accord douanier (Février 2011)
- (6) BCAH/OMD - Accord-type sur les mesures destinées à accélérer l'importation, l'exportation et le transit des envois de secours et des articles en la possession du personnel de secours lors de catastrophes et de situations d'urgence
- (7) BCAH - Partenariat stratégique pour la préparation
- (8) BCAH/INSARAG - Méthodologie et lignes directrices INSARAG
- (9) BCAH/PNUE - Directives en matière d'urgence environnementale
- (10) OMD - Recommandation du Conseil de coopération douanière en vue de l'accélérer l'acheminement des envois de secours lors de catastrophes, juin 1970
- (11) OMD - Convention relative à l'admission temporaire - Annexe B.9, juin 1990
- (12) OMD - Convention de Kyôto, directives relatives à l'annexe spécifique J, chapitre 5, envois de secours, juin 1999
- (13) OMD - Résolution du Conseil de coopération douanière concernant le rôle de la douane dans les opérations de secours en cas de catastrophes naturelles, juin 2011
- (14) OMD - Les principes clés du cadre de normes SAFE pour faciliter davantage les envois de secours de compensation
- (15) OMS - Règlement sanitaire international
- (16) OMS Europe - Kit d'évaluation de la capacité des systèmes de santé en vue de la gestion des crises

### 3.2.3 Exportation d'échantillons d'analyse

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables en matière de douanes, environnement et santé*

#### Mouvements transfrontaliers

Dans certains cas spécifiques, notamment en cas d'urgence environnementale, les experts sont amenés à effectuer des analyses approfondies de la zone touchée, afin de définir le type de catastrophe et de pouvoir recommander l'intervention la plus appropriée et/ou des mesures adéquates d'atténuation des conséquences. Cette évaluation comporte le prélèvement d'échantillons en vue de leur analyse. Ces échantillons doivent, dans certains cas, être analysés à l'étranger dans des laboratoires spécialisés, si les installations nécessaires ne sont pas disponibles dans le pays touché par la catastrophe. La rapidité d'intervention étant essentielle dans le cadre des incidents industriels et chimiques, la mise en place de procédures permettant d'anticiper ces obstacles est d'importance capitale pour protéger la population et l'environnement contre tout risque ultérieur.

#### Questions relatives à l'évaluation

Préparation technique	Oui	Non
1) Des procédures sont-elles en place pour faciliter le transport, l'entrée, la sortie, le traitement et l'élimination des substances biologiques, échantillons diagnostiques, réactifs et autres matériels diagnostiques aux fins de la vérification et de l'action requises pour répondre aux risques de santé publique? (2)		
2) Des procédures sont-elles en place pour assurer le transport et l'exportation en toute sécurité d'échantillons biologiques et prélèvements environnementaux en vue de leur analyse et/ou de l'obtention d'une confirmation de la part de laboratoires nationaux ou internationaux de référence? (3)		
3) Des échantillons prélevés dans le cadre d'une évaluation environnementale peuvent-ils être exportés pour être analysés, notamment lorsque la substance est indéterminée? (1) a) Des procédures sont-elles en place pour l'enregistrement des échantillons - tels que des sources radioactives - avant leur exportation?		
4) Les liquides et les équipements faisant partie de laboratoires mobiles peuvent-ils être exonérés de certaines restrictions applicables dans le cadre des voyages, telles que la limitation de la quantité de liquides qu'un passager peut transporter dans un avion selon les règlements de l'aviation civile? a) Quelles sont les procédures adoptées pour faciliter ce type de transport? b) Existe-t-il un dispositif pour la notification de ce type de transport aux autorités de l'aviation civile ou au personnel des compagnies aériennes?		
5) Quelles sont les procédures applicables pour la réexportation des véhicules et des équipements susceptibles d'avoir été contaminés?		

### **Sources**

- (1) BCAH/PNUE - Unité environnementale conjointe
- (2) OMS - Règlement sanitaire international
- (3) OMS Europe - Kit d'évaluation de la capacité des systèmes de santé en vue de la gestion des crises

## **3.2.4 Entrée du personnel de secours**

*Principales autorités concernées:*

*Les structures responsables en matière d'immigration et affaires étrangères*

### **Mouvements transfrontaliers**

Trop souvent, la législation en matière d'immigration est mal adaptée aux situations d'urgence et donne lieu à des retards dans l'entrée du personnel de secours étranger sur le territoire du pays touché, qui affectent l'efficacité de la distribution des aides humanitaires. Les responsables de l'immigration jouent, donc, un rôle essentiel dans la préparation de la réponse aux conséquences transfrontalières par la mise en place de dispositions légales et procédures permettant le traitement rapide de l'entrée du personnel étranger chargé de l'aide après l'occurrence d'une crise.

### **Questions relatives à l'évaluation**

<b>Préparation en matière juridique</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>
1) La législation en matière d'immigration ou de gestion des catastrophes comporte-t-elle des dispositions spécifiques concernant les visas du personnel de secours? a) Dans l'affirmative, quels sont les ministères/organismes concernés par ce processus? (2) b) Un type de visa spécial est-il prévu? c) En l'absence de dispositions spécifiques pour la délivrance des visas aux membres des équipes de secours, quels types de visas déjà existants seront-ils couramment utilisés et quelles seront les limitations applicables à ces visas? (2)		
2) La loi prévoit-elle des procédures spécifiques pour reconnaître les privilèges et l'immunité dont jouissent les diplomates et les fonctionnaires des consulats, conformément à la Convention de Vienne? (2)		
3) La loi prévoit-elle des procédures spécifiques pour la reconnaissance des privilèges et de l'immunité des organisations nationales et internationales, conformément aux conventions de l'ONU? (2)		
4) La loi en matière de gestion des catastrophes ou les accords d'assistance mutuelle prévoit-elle/prévoient-ils la protection du personnel humanitaire des Etats étrangers qui participent aux opérations de secours? (2) a) Existe-t-il des lois et des procédures nationales différentes, en fonction de la nationalité du personnel humanitaire étranger? b) Existe-t-il des lois et des procédures nationales applicables uniquement aux fonctionnaires internationaux?		

5) La loi prévoit-elle d'autres procédures spécifiques concernant le statut du personnel humanitaire étranger au regard de l'immigration? (2)		
6) La loi prévoit-elle des normes concernant l'entrée de professionnels de santé étrangers chargés des secours d'urgence? (4)		
7) La loi prévoit-elle des procédures accélérées de reconnaissance temporaire des qualifications professionnelles du personnel médical, des architectes et des ingénieurs étrangers, ainsi que des permis de conduire et d'autres types de permis et de certificats étrangers dont le personnel a besoin pour remplir ses fonctions de secours lors de catastrophes ou d'assistance au relèvement initial, et dont l'authenticité a été certifiée par l'État ou l'organisation humanitaire admissible prêtant assistance, pour la durée nécessaire à la réalisation des activités de secours ou de relèvement initial? (1)		

Préparation technique	Oui	Non
1) Des dispositions ont-elles été adoptées pour accorder - de préférence gratuite - des visas et tous permis de travail nécessaires, renouvelables sur le territoire du pays touché, pour la durée nécessaire à la réalisation des activités de secours ou de relèvement initial - en faveur du personnel États et des organisations humanitaires admissibles prêtant assistance? (1)		
2) Des dispositions ont-elles été adoptées pour lever l'obligation de visa ou de permis de travail ou accélérer sensiblement la procédure d'octroi? (1)		
3) Des dispositions ont-elles été adoptées pour faciliter au personnel des États et des organisations humanitaires admissibles prêtant assistance qui participe aux opérations de secours et de relèvement initial, l'accès à la zone touchée par la catastrophe et la liberté de circulation à l'intérieur et en provenance de cette zone, en tenant compte de la sécurité du personnel participant aux opérations de secours et de relèvement initial? (1)		
4) Des dispositions ont-elles été adoptées pour autoriser au personnel des États et des organisations humanitaires admissibles prêtant assistance qui participe aux opérations de secours et de relèvement initial de rester ou à entrer à nouveau sur le territoire de l'État concerné aussi souvent que nécessaire pendant tout le temps où ils exercent leurs activités en qualité de membres du personnel international de leur organisation pendant les phases des secours internationaux et de l'assistance internationale au relèvement initial ? a) Et au-delà, pourront-ils déposer dans le pays une demande de visa pertinente ? (3)		
5) Des dispositions ont-elles été adoptées pour accorder aux entités concernées des États et des organisations humanitaires admissibles prêtant assistance, dès leur arrivée ou le plus tôt possible après celle-ci, au moins temporairement l'autorisation d'opérer légalement sur le territoire afin qu'elles bénéficient du droit, notamment, d'ouvrir des comptes bancaires, de passer des contrats et de signer des baux, d'acquérir et de disposer de biens, et d'engager des procédures juridiques, aux fins d'apporter des secours en cas de catastrophe et une assistance au relèvement initial? (1)		
6) Des dispositions ont-elles été adoptées pour accorder aux États et les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance le droit d'introduire librement les fonds et les devises nécessaires dans le pays, ou de les en sortir, par des moyens légaux, et d'obtenir des taux de change légaux, dans le cadre de leurs opérations de secours ou d'assistance au relèvement		

initial? (1)		
a) Le montant des devises que ce personnel peut introduire dans le pays est-il soumis à des limitations?		
7) Des dispositions ont-elles été adoptées pour permettre aux États et les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance à conclure et à résilier légalement les contrats de travail du personnel local? (1)		
8) Des dispositions ont-elles été adoptées pour accorder aux États et les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance des exonérations concernant la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres taxes ou droits directement associés aux opérations de secours et d'assistance au relèvement initial? (1)		
9) Des dispositions ont-elles été adoptées pour réduire et accélérer les procédures concernant l'entrée des chauffeurs, pilotes et équipages des véhicules utilisés par les acteurs admissibles ou en leur nom? (3)		
10) Des plans et des procédures sont-ils en place pour l'identification d'un point de contact pour l'intervention en cas de catastrophe et pour la communication avec le personnel de secours envoyé sur les lieux, afin d'intégrer de manière rentable et efficace ledit personnel dans l'effort national de réponse à la catastrophe en cours?		

### **Sources**

- (1) FICR - Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (2) FICR - Questionnaire - Recueil régional des outils de régulation pour la gestion de l'aide humanitaire en cas d'urgence
- (3) FICR/BCAH/Union interparlementaire - Loi-type relative à la facilitation et à la réglementation des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (4) OMS Europe - Kit d'évaluation de la capacité des systèmes de santé en vue de la gestion des crises

## **3.2.5 Évacuation des citoyens étrangers**

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables de la sécurité, des affaires étrangères et de l'immigration*

### **Mouvements transfrontaliers**

Toute crise, qu'il s'agisse d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme ou d'un conflit, peut entraîner la nécessité, pour les pays étrangers, d'évacuer dans les plus brefs délais leurs ressortissants de la zone affectée. Ces pays pourront demander à l'État touché par la situation de crise de les aider à localiser leurs ressortissants et à les évacuer le plus rapidement possible. Ceci peut représenter une difficulté supplémentaire pour l'État touché par la crise, qui doit déjà prêter son assistance à ses propres citoyens, alors que le pays étranger est obligé de s'adresser à l'État touché pour ne pas violer sa souveraineté. Par ailleurs, il se peut que des voyageurs restent bloqués dans un pays touché suite à l'impossibilité de poursuivre leur voyage en raison de la situation de crise. Ces personnes vont, donc, devoir rester dans le pays, sans avoir pu prendre les dispositions nécessaires, autant du point de vue légal que du point de vue pratique, à savoir sans être en possession, par exemple, du visa nécessaire pour séjourner dans le pays de transit une fois expirée la durée prévue pour l'escale, ou sans avoir pu organiser leur séjour sur place.

Une préparation approfondie de la part de tous les États pour faire face à ces problèmes et la mise en place d'une coopération transfrontalière avant l'occurrence de toute situation d'urgence faciliteront ces mouvements transfrontaliers.

### Questions relatives à l'évaluation

L'État touché à partir duquel a lieu l'évacuation	Oui	Non
1) A-t-il désigné clairement un point de contact pour aider les pays étrangers et traiter leurs demandes d'informations concernant leurs citoyens vivant dans les régions affectées?		
2) A-t-il mis en place une structure pour permettre aux représentations des États étrangers de se mettre en contact avec leurs ressortissants dans le pays?		
3) Des procédures opérationnelles permanents/plans d'intervention en cas d'urgence sont-elles/ils en place pour l'évacuation des citoyens étrangers pendant une situation de crise? a) Dans l'affirmative, ces procédures et ces plans sont-ils suffisamment flexibles pour permettre de surmonter des problèmes imprévus? b) Les plans d'intervention en cas d'urgence désignent-ils les autorités gouvernementales, provinciales ou locales en charge de la coordination de l'évacuation des ressortissants étrangers?		
4) Les employeurs des ressortissants étrangers qui souhaitent être évacués pendant une situation d'urgence sont-ils obligés d'exonérer ces ressortissants de leurs obligations professionnelles?		
5) Des procédures exceptionnelles simplifiées peuvent-elles être mises en place aux frontières pour faciliter l'évacuation des ressortissants étrangers? a) Dans le cas contraire, des solutions alternatives - telles que la mise en place de postes-frontières supplémentaires - seraient-elles possibles?		
6) La délivrance d'un visa de sortie peut-elle ne pas être exigée pour les ressortissants étrangers évacués?		
7) Les effets personnels des ressortissants étrangers évacués peuvent-ils être exportés en exonération de taxes?		
8) Peut-on autoriser à quitter légalement le pays les citoyens étrangers qui sont entrés irrégulièrement dans celui-ci suite à la situation d'urgence et y sont restés bloqués?		
9) Le système prévoit-il l'enregistrement des femmes et des enfants en qualité de chefs de famille, pas seulement hommes?		
10) En cas de fermeture du lieu de départ principal, par ex. l'aéroport international, des plans d'intervention d'urgence sont-ils en place pour l'évacuation des ressortissants étrangers à partir d'un autre lieu? a) Si les plans d'intervention d'urgence requièrent le transport vers des pays voisins des personnes bloquées sur le territoire, le visa de sortie peut-il ne pas être exigé?		
11) Existe-t-il des plans d'intervention d'urgence pour subvenir aux besoins élémentaires des personnes bloquées sur le territoire, à savoir le besoin de nourriture, d'abri, de soins, de protection et d'hygiène?		

L'Etat étranger à la recherche en évacuer ses citoyens	Oui	Non
1) Des plans de rapatriement ont-ils été élaborés pour les pays concernés?		
2) L'organisme gouvernemental en charge de la décision de lancer l'évacuation a-t-il été clairement désigné?		
3) Des plans d'intervention d'urgence sont-ils en place pour assurer le suivi des ressortissants, notamment en ce qui concerne le nombre de ressortissants présents dans un certain pays, et la présence d'entreprises nationales et de leurs employés?		
4) Des plans d'intervention d'urgence sont-ils en place pour contacter les ressortissants, y compris lorsque les systèmes de télécommunication courants ne fonctionnent plus, notamment en vue du maintien des contacts avec le personnel déployé?		
5) Des moyens ont-ils été mis en place pour indiquer clairement aux personnes coincées dans le pays touché quels sont les interlocuteurs à contacter en cas d'évacuation?		
6) Lorsqu'une représentation nationale est présente dans le pays touché, ladite représentation est-elle capable d'organiser une évacuation, si nécessaire, compte tenu des distances, des ressources et de la limitation des moyens de transport disponibles?		
7) En l'absence d'une représentation nationale dans un pays touché, est-il possible de demander de l'aide à un État/une organisation régionale/internationale en cas de besoin et des plans ont-ils été définis à cet effet?		
8) Des procédures ont-elles été préalablement établies afin de permettre, en cas d'évacuation, l'évacuation des citoyens non enregistrés - ou qui sont dans l'impossibilité de présenter leurs documents de voyage, des ressortissants étrangers ou des membres de leurs familles, sans devoir séparer les familles, mais tout en cherchant à vérifier leur identité?		
9) En ce qui concerne les États qui auraient la possibilité d'évacuer, par leurs propres moyens, leurs ressortissants bloqués dans un pays affecté, existe-t-il des plans d'intervention d'urgence basés sur le calcul du nombre de ressortissants présents dans un pays, sur le type de circonstances et sur le type de crise ainsi que sur la distance du pays de résidence ou du lieu sûr le plus proche? a) Des moyens de transport autres que le transport aérien sont-ils prévus? b) La nécessité d'adopter des dispositions spéciales, en matière de sécurité, décontamination ou assistance médicale/ quarantaine a-t-elle été envisagée? c) Les citoyens qui présentent des problèmes particuliers, à savoir les personnes âgées, les malades, les blessés, les femmes enceintes pourront-ils être également évacués? d) Des exercices d'évacuation sont-ils régulièrement organisés en ce qui concerne les pays en question? e) Des dispositions ont-elles été adoptées pour l'évacuation des animaux de compagnie? Les plans d'intervention en cas d'urgence incluent-ils des procédures de quarantaine susceptibles d'empêcher l'évacuation des animaux de compagnie en même temps que leurs propriétaires?		

10) En ce qui concerne les États qui n'auraient pas la possibilité d'évacuer par leurs propres moyens, leurs ressortissants bloqués dans un pays affecté, existe-t-il des plans d'intervention d'urgence pour participer aux opérations d'évacuation internationales ou pour demander à d'autres États et organisations situés dans la zone concernée par la catastrophe de prêter leur assistance à ces ressortissants? a) Dans le cas contraire, des lois et des procédures nationales peuvent-elles prévoir la possibilité de louer les capacités/moyens nécessaires? Serait-il possible d'envoyer du personnel, par exemple une équipe de secours, chargée de prêter son assistance pour le transport?		
11) Des mesures sont-elles en place pour contrôler les personnes qui montent à bord des moyens de transport ?		
12) Des procédures sont-elles en place pour informer le public, dans le pays de résidence, sur la localisation des personnes bloquées dans les zones affectées par la catastrophe et, si nécessaire, sur l'évolution de leur évacuation? a) Des plans sont-ils en place pour la mise en place d'un centre d'appels, par ex. auprès du Ministère des Affaires Etrangères, pour permettre aux familles et aux proches, dans le pays de résidence, de rechercher les personnes restées bloquées dans les zones affectées?		

### LE DROIT DES CONFLITS ARMES

Le Droit International Humanitaire (DIH) est un ensemble de règles qui, pour des raisons humanitaires, cherchent à limiter les effets de conflits armés. Il protège les personnes qui ne participent pas ou plus aux combats et restreint les moyens et méthodes de guerre. Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) joue un rôle clé dans la mise en œuvre et l'application du DIH au niveau national. Ses Services consultatifs aident les États à promulguer des lois en leur fournissant une assistance technique et des publications, notamment des modèles de ratification et des lois-types.

### 3.3 Conséquences transfrontalières des crises pour les pays voisins

Même lorsqu'un Etat n'est pas directement touché par une situation de crise, il peut en subir l'impact indirect, par exemple en tant que pays d'accueil des populations qui fuient la zone affectée ou suite à différents types d'effets de débordement. Ces mouvements sortants du pays touché posent de nouveaux défis pour les autorités en charge des frontières et peuvent requérir l'implication d'autres organismes publics ou ministères, tels que le Ministère de la Santé, de l'Environnement, de l'Agriculture etc.

#### 3.3.1 Mouvements de populations

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables des affaires intérieures et d'immigration*

#### Mouvements transfrontaliers

Une catastrophe naturelle, un accident industriel ou un conflit entraînent souvent des mouvements de populations à l'intérieur et vers l'extérieur du pays affecté. Lorsque les populations traversent les frontières, les autorités en charge des frontières, telles que les fonctionnaires de l'immigration, sont confrontées à différents types de problèmes concernant la manière de répondre aux flux de populations qui traversent les frontières. Lorsque ces populations ont été admises sur le sol du pays voisin, c'est le pays hôte qui est globalement responsable de ces personnes déplacées. S'il ne s'agit pas de réfugiés (*cf. définition ci-dessous*), la base juridique de toute action se fonde sur la législation nationale, le droit humanitaire international et les principes humanitaires. Pour permettre aux responsables des frontières de répondre à ces mouvements de populations de la manière la plus efficace possible tout en respectant les droits des personnes concernées, l'État d'accueil doit mettre en place, avant l'occurrence d'une situation de crise, une politique nationale de protection et d'assistance des/aux personnes déplacées au-delà des frontières, qui ne peuvent pas prétendre au statut de réfugiés. Pour favoriser une plus vaste coopération régionale, cette politique doit être partagée et négociée avec les pays voisins, notamment avec ceux qui sont susceptibles de subir des situations de crise. Une politique nationale de protection et d'assistance des/aux personnes déplacées au-delà des frontières suite à une catastrophe naturelle peut traiter des problèmes évoqués dans les questions d'évaluation suivantes et au paragraphe 3.5.1, concernant des solutions durables pour les populations déplacées.

## Réfugié

On désigne par le terme « réfugié » toute personne qui, «... craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou

qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner » [Article 1A(2) de la Convention 1951], ou qui se trouvant hors de son pays d'origine ou de résidence habituel ne peut pas y retourner en raison d'une menace grave ou indiscriminée pour sa vie, son intégrité physique ou sa liberté résultant d'une violence généralisée ou de graves troubles à l'ordre du public [Convention

## HCR [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés]

Le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés a été créé le 14 décembre 1950 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. L'agence a été mandatée pour diriger et coordonner l'action internationale pour la protection des réfugiés et résoudre leurs problèmes dans le monde. Elle a pour objectif principal la sauvegarde des droits et du bien-être des réfugiés. Son effort vise à assurer que toute personne puisse exercer son droit de demander l'asile et de trouver refuge dans un autre État, tout en conservant la possibilité de retourner volontairement dans son pays d'origine ou bien de s'intégrer dans le pays dans lequel il s'est réfugié ou de s'établir dans un autre pays.

Plus généralement, le HCR cherche à éviter le plus possible le déplacement forcé des populations, en encourageant les États et les autres Institutions à créer les conditions favorables à la protection des droits humains et au règlement pacifique des conflits. Dans l'optique de la réalisation de ce même objectif, le HCR cherche activement à consolider la réintégration des personnes concernées, en évitant la récurrence des situations qui sont à l'origine du déplacement des populations. Dans ses efforts pour protéger les populations à risque, l'organisation travaille en collaboration avec les gouvernements, les organisations régionales, les OIG et les ONG. Grâce à ses activités, le HCR cherche à promouvoir le but et les principes de la Charte des Nations Unies, tout d'abord par sa participation à des actions en faveur de la paix et de la

## Questions d'évaluation concernant les populations déplacées suite à des catastrophes naturelles

Admission sur le territoire	Oui	Non
1) Des critères et des procédures clairement défini(e)s sont-ils/elles en place pour l'identification des personnes déplacées suite à une catastrophe naturelle, à un accident industriel, à une crise et qui nécessitent, donc, une protection et une assistance dans votre pays? a) Des dispositions légales, telles que des régimes de protection temporaire, ont-elles été adoptées pour permettre de recevoir et héberger les personnes déplacées provenant d'autres pays suite à une catastrophe naturelle, à un accident industriel ou à une crise jusqu'à leur retour dans leur propre pays lorsque des conditions de sécurité et de dignité auront été rétablies?		
2) En l'absence de ces dispositions: des dispositions ont-elles été adoptées pour permettre à ces personnes d'entrer dans votre territoire en toute sécurité, sans être rejetées aux frontières, par ex. en accordant des permis de séjour au cas par cas?		
3) Des dispositions sont-elles en place pour recevoir des personnes en cas d'afflux massif de personnes déplacées suite à une catastrophe naturelle, à un accident industriel ou à une crise survenu(e) dans un pays voisin ou ailleurs?		

4) Est-il assuré que ces personnes ne sont pas contraintes de retourner dans des pays où leur vie, leur corps et leur santé sont en danger ou dans lesquels elles sont confrontées à des situations où elles manquent d'une protection et d'une assistance adéquates, dans leur pays d'origine?		
5) Des mesures ont-elles été adoptées pour enregistrer les personnes déplacées ou leur fournir des documents d'identité temporaires, notamment aux personnes qui ont dû s'enfuir sans emporter leurs papiers d'identité?		
6) En cas d'admission, des mesures adéquates ont-elles été mises en place pour informer les personnes déplacées, dans un langage simple et dans une langue compréhensible par elles, des droits dont elles bénéficient et des obligations qui leur incombent pendant la durée du déplacement et du séjour dans le pays d'accueil?		
7) Le personnel des agences chargées des frontières et des autres autorités compétentes est-il conscient de ses obligations et est-il formé pour identifier ces personnes et leur porter assistance?		
8) Des mesures ont-elles été adoptées pour recevoir et faciliter, si nécessaire, l'afflux des femmes (seules/célibataires), de femmes/enfants chefs de famille, des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, des personnes malades ou blessées, des personnes âgées ou handicapées? a) Les procédures mises en place reconnaissent-elles non seulement les chefs de famille (généralement des hommes), mais aussi les femmes ou les femmes non accompagnées par des membres de leur famille de sexe masculin?		
9) Des équipements informatiques sont-ils disponibles pour saisir, dans les plus brefs délais, les informations nécessaires pour faciliter l'analyse des besoins des bénéficiaires et accélérer la provision d'assistance?		

Protection pendant le séjour dans le pays d'accueil	Oui	Non
1) Un centre de liaison a-t-il été désigné pour coordonner la protection et l'assistance aux personnes déplacées au-delà des frontières internationales suite à des catastrophes naturelles, des accidents industriels ou des situations de crise?		
2) La fourniture de l'aide humanitaire aux personnes déplacées est-elle assurée, notamment en ce qui concerne un abri ou un logement adéquat, de la nourriture, l'accès à l'éducation et aux services de santé, et en particulier aux services de santé génésique et spécialisés? a) Dans des situations de déplacement prolongé, les personnes déplacées ont-elles accès à des opportunités de travail leur permettant d'assurer leurs moyens de subsistance et, dans le cas contraire, peuvent-elles avoir accès à d'autres moyens de subsistance leur permettant de vivre dignement conformément aux principes en matière de droits humains?		
3) La protection des droits humains de ces personnes est-elle assurée, notamment le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité? Les lois et les politiques applicables incluent-elles la protection contre la détention arbitraire et la violence physique, et notamment contre le viol et d'autres formes de violence sexuelle et sexiste? a) Le droit à la non-discrimination des personnes déplacées est-il protégé de manière adéquate et des mesures ont-elles été adoptées pour prévenir toute violation de ce droit?		

4) Pouvez-vous assurer aux organisations humanitaires, chaque fois que nécessaire, l'accès à ces populations et notamment aux personnes qui présentent des besoins spécifiques et des vulnérabilités particulières?		
5) Des mesures ont-elles été mises en place pour identifier et regrouper les membres des familles séparées suite à des catastrophes naturelles, des accidents industriels et des crises et au déplacement qui s'en est suivi?		
6) Des politiques de communication et d'information sont-elles en place pour assurer l'information et la consultation des personnes déplacées, dans une langue compréhensible par les personnes concernées, concernant les modalités d'accès à l'aide et les plans relatifs à des solutions durables? S'il y a lieu, les communautés hôtes sont-elles également informées et consultées?		
7) Des mécanismes sont-ils en place pour la formation d'équipes mobiles, opérant en dehors des infrastructures de santé existantes, lorsque cette solution est nécessaire pour répondre aux besoins des populations déplacées en matière de santé? (2)		
8) Des mécanismes sont-ils en place pour assurer un suivi efficace de l'état de santé des personnes déplacées vivant dans des camps provisoires et sur des sites spécialement prévus à cet effet, en tenant compte de l'importance d'une analyse de l'état de santé en fonction du sexe? (2)		
9) Une analyse basée sur une approche de genre a-t-elle été menée concernant la différente signification du droit à la protection d'un point de vue féminin et masculin?		

### **Sources**

- (1) IASC - Directives opérationnelles de l'IASC sur la protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles
- (2) OMS Europe - Kit d'évaluation de la capacité des systèmes de santé en vue de la gestion des crises

## **3.32 Répercussions environnementales**

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables de l'environnement, de la protection civile et de l'agriculture*

### **Mouvements transfrontaliers**

Les urgences environnementales, causées par les accidents industriels, les catastrophes naturelles ou des crises, ne connaissent pas les frontières internationales, car leurs effets peuvent se propager à travers l'atmosphère, l'eau ou le sol. Lorsque ce type d'urgence se produit près des frontières, les pays voisins vont très probablement en subir également les conséquences. La coopération transfrontalière est, donc, essentielle pour se préparer à faire face à ce type d'événement et à ses conséquences. Par ailleurs, puisque les urgences environnementales concernent une grande variété d'aspects tels que la santé, l'environnement, la sécurité, l'agriculture, etc., ces départements

*Pour une préparation spécifique en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique, veuillez consulter les Consignes de Sécurité- Normes de Sécurité AIEA, Séries GS-R-2 ou contacter directement l'Agence Internationale de l'Energie Atomique*

et ces ministères devront également envisager des plans d'intervention en cas d'urgence pour des événements similaires.

### Questions d'évaluation

Identification des activités dangereuses	Oui	Non
1) Un système complet est-il en place et est-il appliqué aux fins de l'identification des activités dangereuses ? Ce système doit concerner également les activités à risque exercées à l'intérieur des frontières, mais dont les effets pourraient se propager au-delà de celles-ci en cas d'accident. Le système doit s'appuyer sur la définition de responsabilités clairement énoncées et d'une méthode d'identification des activités dangereuses, grâce à laquelle ces pays: a) établissent et valident une liste d'activités dangereuses; et b) veillent à la pérennité de cette liste indépendamment des mouvements de personnel au sein de l'autorité ou des autorités responsable(s)? (1)		
2) Les installations de gestion des résidus, qui pourraient entraîner, en cas d'accident, des répercussions transfrontalières, sont-elles incluses dans la liste des activités à risque susmentionnée? (7)		

Notification des activités dangereuses	Oui	Non
1) Un système complet est-il en place et est-il appliqué aux fins de la notification des activités dangereuses aux pays voisins, qui garantit le caractère pérenne de la notification indépendamment des mouvements de personnel au sein de l'autorité responsable? (1)		
2) La liste des activités dangereuses exercées à l'intérieur des frontières, qui pourraient avoir des répercussions à l'étranger en cas d'accident, est-elle partagée avec les États potentiellement affectés et lesdits États sont-ils consultés concernant la préparation ainsi que les activités et les plans d'intervention en cas d'urgence? (3)		
3) Une autorité compétente a-t-elle été désignée pour notifier aux États potentiellement affectés d'une activité dangereuse prévue ou déjà existante? (3) a) Un système a-t-il été mis en place par ladite autorité pour assurer, à tout moment, la disponibilité de connaissances à jour sur les activités à risque? (5)		
4) Les interlocuteurs, dans les États voisins, sont-ils informés de la présence d'installations de gestion des résidus qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement au-delà des frontières en cas d'accident? (7)		
5) Les projets de construction d'installations de gestion des résidus qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement au-delà des frontières sont-ils l'objet de notifications et de consultations entre les gouvernements des pays voisins ? a) La Convention d'Espoo de la CEE et sa clause de réalisation d'une évaluation de l'impact sur l'environnement s'appliquent-ils ?		

Prévention	Oui	Non
1) Une réglementation spécifique est-elle en place en matière d'accidents chimiques/industriels et d'obligations transfrontalières suite à ce type d'accident? (4)		

2) Un système complet est-il en place et est-il appliqué qui garantira l'existence de mesures de prévention appropriées et qui : a) Impose aux exploitants d'activités dangereuses l'entière responsabilité d'une exploitation en toute sécurité ; b) Impose aux exploitants d'activités dangereuses l'obligation de démontrer aux autorités compétentes et au public que ces activités se déroulent en toute sécurité; c) Instaure à l'intention des autorités un régime efficace de contrôle des exploitants (qu'ils soient nationaux ou internationaux) d'activités dangereuses; d) Prévoit l'actualisation du système de prévention en fonction des nouvelles évolutions ?(1)		
3) Des termes de référence concrets ont-ils été établis pour assurer la sécurité d'exploitation des activités dangereuses par leurs opérateurs ; lesdits termes fournissent-ils une estimation du personnel disponible et du personnel nécessaire pour assurer cette tâche? (1)		
4) Des politiques sont-elles en place pour le transport sûr de substances dangereuses dans des conduites, visant à limiter les conséquences des accidents sur la santé humaine et l'environnement? (6)		

Préparation	Oui	Non
1) Un système complet est-il en place et est-il appliqué garantissant un état satisfaisant de préparation aux situations d'urgence liées à des accidents industriels? Dans le cadre de ce système, il incombe a) Aux exploitants d'activités dangereuses d'établir des plans d'urgence, de les maintenir et de les mettre à l'essai sur le site ainsi que de faire en sorte d'avoir les moyens de réagir à des situations d'urgence conformément aux dispositions prévues dans ces plans; b) Aux autorités compétentes d'établir des plans d'urgence, de les maintenir et de les mettre à l'essai à l'extérieur du site, de faire en sorte d'avoir les moyens de réagir face à des situations d'urgence conformément aux dispositions prévues dans ces plans d'urgence ainsi que de veiller à ce que les exploitants d'activités dangereuses s'acquittent de leurs responsabilités et que les plans hors site soient compatibles avec les plans sur site; c) Aux autorités compétentes de veiller, s'il y a lieu, à la compatibilité des plans d'urgence dans un contexte transfrontalier ? (1)		
2) Les plans d'intervention d'urgence incluent-ils les coordonnées des contacts pour la notification des situations d'urgence? (7)		
3) Les équipements et le personnel des services d'urgence ont-ils été jugés adéquats sur la base de l'analyse des risques à l'échelle nationale? (5)		
4) L'élaboration des plans de préparation en cas d'urgence, de prévention et d'intervention en cas d'accident industriel ou chimique aux frontières a-t-elle été menée en collaboration avec les autorités de santé? (4)		
5) Les obligations prévues par le Règlement Sanitaire International sont-elles incluses dans les plans d'intervention d'urgence? (4)		
6) Des exercices sont-ils planifiés et réalisés avec les États voisins? a) Dans l'affirmative, ces exercices ont-ils été évalués avec les États voisins? (4)		

7) Un système de notification spéciale est-il en place, en cas d'accident, pour en informer tous les autres États qui pourraient en subir les conséquences, en leur fournissant les informations nécessaires pour combattre les effets potentiels? <sup>8</sup> (1)		
8) La coopération en cas d'accident transfrontalier a-t-elle été évaluée avec les États concernés après l'occurrence d'un accident? (4)		
9) La législation nationale est-elle claire, applicable et compatible entre différents pays afin de faciliter la coopération internationale, par exemple dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'urgence? (6)		

Intervention et assistance mutuelle	Oui	Non
1) Un système complet est-il en place et est-il appliqué garantissant que: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les accidents industriels ou une menace imminente de tels accidents sont déclarés comme tels en temps voulu, ce qui permet de déclencher les procédures de préparation et la coopération transfrontalière;</li> <li>b) Des procédures sont en place pour les demandes d'aide ? (1)</li> </ul>		
2) Est-il possible d'adopter des mesures efficaces pour minimiser les effets de nature transfrontalière et coopérer avec les autres États affectés par l'accident pour en atténuer les effets? (5)		
3) Des dispositions ont-elles été adoptées pour apporter de l'aide, dans la mesure du possible, à un État voisin qui la demande, suite à l'occurrence d'un accident industriel? <ul style="list-style-type: none"> <li>a) À cet effet, pouvez-vous assurer la pleine opérativité de vos points de contact pour recevoir ces demandes et y répondre? (5)</li> <li>b) À cet effet, votre législation, vos plans et vos procédures nationales/nationaux prévoient-ils/elles la mise en place d'unités d'intervention disponibles immédiatement ou très rapidement, à la demande de l'État touché?</li> </ul>		
4) Des accords de collaboration internationale en cas d'accident chimique majeur ont-ils été établis? (4)		
5) Des plans et des procédures sont-ils en place pour permettre à des laboratoires mobiles (disponibles dans le pays) de seconder l'intervention internationale en cas d'accident chimique? (4)		
6) Existe-t-il un système de topographie des risques (topographie SIG) pour l'identification des personnes potentiellement affectées dans les États voisins en cas d'accident chimique, utilisé comme outil de planification dans le cadre de procédures d'intervention à l'échelle nationale? (4)		
7) Des modèles de dispersion sont-ils disponibles, y compris pour les États voisins, en cas d'accident chimique? (4)		

Information et participation du public	Oui	Non
1) Un système complet est-il en place et est-il appliqué garantissant que le public reçoit des informations appropriées et peut participer facilement, soit dans son pays d'origine soit dans un pays voisin, au processus décisionnel en matière de prévention et de préparation lié à des accidents industriels? (1)		
2) Les résidents locaux, <i>et notamment les catégories les plus vulnérables</i> <sup>9</sup> , sont-ils informés de la présence d'activités dangereuses, ont-ils leur mot à dire		

<sup>8</sup> Par exemple, le Système de Notification des Accidents Industriels de la CEE/ONU

<sup>9</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

dans la configuration des mesures de prévention et de préparation et ont-ils accès aux procédures administratives et judiciaires, ou bien leur point de vue n'est-il pas pris en compte? (2)		
3) Les communautés locales et les autorités compétentes des États voisins ont-elles les mêmes droits de participer à la préparation et à la révision du plan d'urgence externe compatible des installations de gestion des résidus ? (7)		

### Sources

- (1) CE-ONU - Repères pour l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels
- (2) CE-ONU - Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès la justice en matière d'environnement
- (3) CE-ONU - Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière
- (4) CE-ONU - Projet RIECO (Développement de lignes directrices pour l'évaluation du risque transfrontalier, incluant, éventuellement, la caractérisation des risques d'exposition)
- (5) CE-ONU - Programme d'aide: Convention sur les effets transfrontaliers des accidents industriels
- (6) CE-ONU - Lignes directrices et règles de bonnes pratiques en matière de sûreté des conduites
- (7) CE-ONU - Lignes directrices en matière de sécurité et règles de bonnes pratiques concernant les installations de gestion des résidus

## 3.3.3 Répercussions sanitaires

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables des questions de santé*

## Mouvements transfrontaliers

Dans notre société mondialisée, les menaces pour la santé publique, les maladies et les épidémies peuvent se propager très rapidement au-delà des frontières. Bien que la responsabilité de la gestion des crises de santé publique incombe à chaque État, à l'échelle nationale, les pandémies et les épidémies peuvent se propager dans de proportions telles qu'aucun pays ne peut pas faire face, seul, à une crise sanitaire internationale. Le renforcement de la coordination entre plusieurs autorités nationales en charge de la santé, des transports, des douanes etc., en vue de la promotion de la coopération transfrontalière est recommandé pour arrêter la propagation et surmonter la crise.

## Questions d'évaluation

Santé des voyageurs	Oui	Non
1) En permanence, les suivantes capacités sont-elles en place dans les aéroports, ports et postes-frontières désignés:		
a) (i) d'assurer l'accès à un service médical approprié, y compris à des moyens diagnostiques situés de façon à permettre l'examen et la prise en charge rapides des voyageurs malades ; et (ii) de mettre à disposition des		

<p>personnels, du matériel et des locaux adéquats, <i>en tenant compte des différentes exigences en fonction du sexe</i><sup>10</sup> ;</p> <p>b) de mettre à disposition le matériel voulu et le personnel approprié pour permettre le transport des voyageurs malades vers un service médical approprié ;</p> <p>c) de fournir les services d'un personnel qualifié pour l'inspection des moyens de transport ;</p> <p>d) d'assurer l'hygiène des services utilisés par les voyageurs au point d'entrée, y compris l'approvisionnement en eau potable, les établissements de restauration, les services de restauration à bord et les toilettes publiques, <i>dotées des installations de sécurité nécessaires</i><sup>11</sup>, ainsi que celle des services d'évacuation des déchets solides et liquides et des autres zones potentiellement à risque, en conduisant, au besoin, des programmes d'inspection; et</p> <p>e) de mettre en place dans la mesure où cela est possible dans la pratique un programme conduit par du personnel qualifié pour lutter contre les vecteurs et les réservoirs aux points d'entrée et à proximité de ceux-ci ? (3)</p>		
<p>2) Pour faire face aux événements pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale, la capacité est-elle en place dans les aéroports, ports et postes-frontières désignés :</p> <p>a) d'organiser une action appropriée en établissant et en maintenant un plan d'intervention pour les urgences de santé publique, y compris la désignation d'un coordonnateur et de responsables pour les points d'entrée et les organismes et services de santé publique et autres qui sont concernés;</p> <p>b) d'assurer l'examen et la prise en charge des voyageurs ou des animaux affectés en passant des accords avec les services médicaux et vétérinaires locaux pour permettre leur isolement et leur traitement et fournir les autres services d'appui éventuellement nécessaires ;</p> <p>c) de prévoir un espace approprié, séparé des autres voyageurs, pour les entretiens avec les personnes suspectes ou affectée ;</p> <p>d) d'assurer l'examen et, si nécessaire, la mise en quarantaine des voyageurs suspects, de préférence dans des installations éloignées du point d'entrée ;</p> <p>e) d'appliquer les mesures recommandées pour désinsectiser, dératiser, désinfecter, décontaminer ou traiter d'une autre façon les bagages, cargaisons, conteneurs, moyens de transport, marchandises et colis postaux, y compris, si nécessaire, dans des lieux spécialement affectés et équipés à cette fin;</p> <p>f) de soumettre les voyageurs à l'arrivée et au départ à des contrôles d'entrée et de sortie; et</p> <p>g) d'assurer l'accès à des équipements spéciaux et à du personnel qualifié convenablement protégé, pour permettre le transfert des voyageurs pouvant être porteurs d'une source d'infection ou de contamination? (3)</p>		
<p>3) Aux points d'entrée, le rôle d'autorités compétentes consiste-il de :</p> <p>a) veiller ce que les bagages, cargaisons, conteneurs, moyens de transport,</p>		

<sup>10</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

<sup>11</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

<p>marchandises et colis postaux et les restes humains au départ et en provenance de zones affectées soient maintenus dans un état tel qu'ils soient exempts de sources d'infection ou de contamination, notamment de vecteurs et de réservoirs;</p> <p>b) veiller dans la mesure du possible, à ce que les installations utilisées par les voyageurs aux points d'entrée soient maintenues dans de bonnes conditions d'hygiène et restent exemptes de sources d'infection ou de contamination, notamment de vecteurs et de réservoirs;</p> <p>c) superviser la dératisation, la désinfection, la désinsectisation ou la décontamination des bagages, cargaisons, conteneurs, moyens de transport, marchandises, colis postaux et restes humains ou les mesures sanitaires appliquées aux personnes, conformément au Règlement Sanitaire Internationale;</p> <p>d) avertir les exploitants de moyens de transport, aussi longtemps à l'avance que possible, de leur intention d'appliquer des mesures de lutte à un moyen de transport, et leur fournissent, le cas échéant, des informations écrites sur les méthodes à utiliser;</p> <p>e) superviser l'enlèvement et l'élimination hygiénique de l'eau ou des aliments contaminés, ainsi que des excréments humains ou animaux, des eaux usées et de toute autre matière contaminée se trouvant à bord d'un moyen de transport;</p> <p>f) prendre toutes les mesures possibles compatibles avec le Règlement Sanitaire Internationale pour surveiller et empêcher le rejet par les navires d'eaux usées, de déchets, d'eau de ballast et d'autres matières potentiellement pathogènes qui pourraient contaminer l'eau d'un port, d'un fleuve ou d'un canal, d'un détroit, d'un lac ou d'une autre voie navigable internationale;</p> <p>g) être responsables de la supervision des fournisseurs de services concernant les voyageurs, bagages, cargaisons, conteneurs, moyens de transport, marchandises et colis postaux et les restes humains aux points d'entrée, y compris de la conduite des inspections et des examens médicaux selon les besoins ;</p> <p>h) prévoir des dispositions d'urgence efficaces pour faire face à un événement imprévu affectant la santé publique ? (3)</p>		
<p>4) Des dispositions sont-elles en place pour assurer le traitement des passagers dans le respect de leur dignité et des droits humains fondamentaux afin de réduire au maximum l'inconfort ou la gêne pouvant être associés à ces mesures, notamment:</p> <p>a) en traitant tous les voyageurs avec courtoisie et respect ;</p> <p>b) en tenant compte du sexe de la personne et des préoccupations religieuses ou socio-culturelles des voyageurs ; et</p> <p>c) en fournissant ou en prenant des dispositions pour que soient fournis aux voyageurs placés en quarantaine ou en isolement, ou soumis à des examens médicaux ou à d'autres mesures de santé publique, de la nourriture et de l'eau en quantité suffisante, un hébergement et des vêtements appropriés, <i>considérations d'hygiène</i><sup>12</sup>, une protection pour leurs bagages et autres effets personnels, un traitement médical</p>		

<sup>12</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

d) approprié, les moyens de communication nécessaires si possible dans une langue qu'ils comprennent et toute autre assistance appropriée ? (3)		
---	--	--

Menaces transfrontalières pour la santé	Oui	Non
1) Un cadre juridique est-il en place pour la préparation et la réponse aux événements de santé publique ou ayant un impact sur la santé publique? <sup>13</sup> (2)		
2) La capacité est-elle disponible de réagir rapidement et efficacement en cas de risque pour la santé publique et d'urgence de santé publique de portée internationale? (3)		
3) Les efforts sont-ils coordonnés pour développer, renforcer et conserver les capacités nécessaires pour la surveillance, l'alerte précoce, l'évaluation et la réponse à de graves menaces transfrontalières pour la santé publique? (1)		
4) Des indicateurs par genre sont-ils pris en compte dans la surveillance, l'alerte précoce et l'évaluation, en vue de l'obtention d'un résultat exhaustif ? Le personnel féminin est-il associé à toutes les étapes du processus?		
5) Des dispositifs spécifiques ont-ils été mis en place au niveau national pour assurer l'interopérabilité entre le secteur de la santé et les autres secteurs critiques de la société et entre ces autres secteurs critiques? (1)		
6) Des dispositions sont-elles en place pour informer par les moyens de communication les plus efficaces disponibles les acteurs internationaux de tout événement survenu sur le territoire pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale ainsi que toute mesure sanitaire prise pour faire face à ces événements, par l'intermédiaire des centres de liaison et dans les 24 heures suivant l'évaluation des informations de santé publique? (1) (3)		
7) Des accords internationaux ont-ils été conclus et des protocoles ont-ils été établis avec des laboratoires et des structures de niveau national et de référence en vue du partage rapide des informations et des échantillons/prélèvements, notamment en matière de transport transfrontalier destiné aux laboratoires de référence internationaux? (2) (4)		
8) La police, la douane et les autres autorités en charge des frontières participent-ils à des exercices et à des formations transfrontalières en matière de santé (concernant les liens entre la sécurité et les événements de santé publique)? (2)		

Coopération transfrontalière en matière de santé	Oui	Non
1) Des accords ou des arrangements bilatéraux concernant la prévention ou la maîtrise de la transmission internationale de maladies aux postes avec des Etats ayant des frontières communes font-ils partie de lois, plans et procédures nationaux ? a) Notamment, en ce qui concerne l'échange direct et rapide d'informations		

<sup>13</sup> Une réponse coordonnée par l'UE en cas d'urgence de graves menaces sanitaires transfrontalières, notamment de nature biologique (épidémies et pandémies), chimique et environnementale, et à travers la coordination des mesures entre les États-Membres, notamment par la fourniture ou le partage de contre-mesures médicales, par exemple en tant que base pour des campagnes de vaccination, des conseils ou des restrictions aux /pour les voyageurs, des protocoles de prévention et de traitement et notamment des mesures d'hygiène ou pour une communication cohérente destinée au public, par le biais d'avis scientifiques objectifs, sains, ponctuels, validés par les instances juridiques et institutionnalisés et une évaluation des risques conforme aux, en synergie avec et basée sur/intégrée dans les politiques des principales organisations partenaires supranationales, régionales ou mondiales, telles que l'OMS.

sur la santé publique entre des territoires voisins de différents Etats ? (3)		
2) Des accords d'assistance mutuelle avec des États voisins en vue de l'amélioration de la préparation pour et de la gestion les/des crises sanitaires font-ils partie de lois, plans et procédures nationaux? (4)		
3) Des accords (protocoles) de coopération internationale en matière de soins d'urgence ont-ils été signés avec d'autres États, au moins en ce qui concerne la coopération mutuelle transfrontalière? (2)		
4) Les hôpitaux situés dans les zones frontalières ont-ils développé une collaboration avec les autorités de santé des pays voisins? (2)		
5) Des plans de gestion collaborative des événements majeurs sont-ils en place dans les zones frontalières? (2)		
6) Des procédures pour la circulation des patients entre les États ont-elles été définies (avec des données concernant le nombre de patients concernés) en tenant compte du soutien financier des systèmes d'assurance-maladie nationaux? (2) a) Des dispositifs de protection des données personnelles des personnes affectées sont-ils en place?		
7) Des informations sur les ressources disponibles en matière de soins font-elles partie de plans et procédures nationaux destinés à être partagés avec d'autres États? (2)		
8) Des procédures concernant les transferts internationaux ont-elles été définies, notamment pour les patients en phase aiguë? (2)		
9) Est-il envisagé la possibilité de partager des ressources et des données cliniques dans le cadre de certains scénarios d'événements transfrontaliers? (2)		

### **Sources**

- (1) SANCO - Décision relative aux menaces transfrontalières graves pour la santé (No 1082/2013/EU) (adoptée le 22 Octobre 2013)
- (2) SANCO - Stratégie de planification générale de la préparation, orientations techniques en matière de planification générale de la préparation en cas d'urgence de santé publique
- (3) OMS - Règlement sanitaire international
- (4) OMS Europe - Kit d'évaluation de capacités des systèmes de santé pour la gestion des crises

### 3.4 Conséquences transfrontalières des crises et catastrophes naturelles pour les pays de transit

#### 3.4.1 Transit des secours d'urgence

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables des douanes, des transports et de l'immigration*

#### Mouvements transfrontaliers

Les autorités chargées de la gestion des frontières des États touchés ou prêtant assistance ne seront pas les seules à devoir gérer le traitement des secours d'urgence. Les pays de transit seront également impliqués dans ce processus. La Résolution 46/182 des Nations Unies appelle les États situés à proximité des territoires affectés par des situations d'urgence à participer, en étroite collaboration avec le pays affecté, à l'effort international, afin de faciliter autant que possible le transit de l'aide humanitaire. Les lois et les procédures en vigueur dans les États doivent être conçues pour intégrer cette responsabilité.

#### Questions d'évaluation

Préparation juridique des États de transit	Oui	Non
1) Des procédures sont-elles en place pour déclarer le début d'une période de facilités de transit lorsque, après avoir consulté les autorités compétentes du pays touché par une catastrophe, l'autorité concernée estime que des secours internationaux ou une assistance internationale au relèvement initial seront probablement nécessaires? (2)		
2) Les opérateurs sont-ils permis, sous la supervision des autorités compétentes, de dégroupier les marchandises en transbordement, y compris les envois en conteneur ou sur palette, afin de trier et regrouper les envois en vue de leur acheminement ultérieur sans vérification, sauf pour des impératifs de sécurité ou en raison de circonstances particulières, et sur la base d'une documentation simple le cas échéant ? (4)		
3) Des procédures sont-elles en place pour faciliter le transit du matériel de secours et des effets personnels du personnel de secours même en dehors des périodes où le transport est autorisé, par exemple pendant les week-ends, où la circulation des poids lourds est interdite dans certains pays?		
4) Est-il possible, sur demande, de dispenser de l'obligation de visa de sortie ou de transit, suivant le cas, le personnel des organisations humanitaires admissibles participant aux opérations de secours et de relèvement initial en cas de catastrophe, ou délivrer rapidement, dans l'idéal sans frais, les visas nécessaires? (1)		
5) Les obstacles juridiques et administratifs au transit de médicaments et de matériel médical par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance, ou en leur nom, dans le cadre d'opérations de secours en cas de catastrophe et d'assistance au relèvement initial, peuvent-elles être réduits dans la mesure autorisée par la sécurité publique et le droit international ? (1)		
6) Des accords internationaux affectent-ils la possibilité d'accorder/accélérer l'aide?		
7) Des procédures sont-elles en place pour déclarer la fin d'une période de facilités de transit, estimant qu'elles ne sont plus nécessaires, et l'annoncer aux acteurs internationaux prêtant assistance? (2)		

Préparation technique des États de transit	Oui	Non
<p>1) Des accords sont-ils en place pour faciliter le transit ou le transbordement rapide sur le territoire national de l'aide internationale en cas de catastrophe par les acteurs internationaux prêtant assistance, laquelle aide inclut le personnel international et les biens, équipements, <i>y compris les équipements de télécommunications</i><sup>14</sup>, et moyens de transport –, afin qu'elle atteigne l'Etat touché? (2)</p> <p>a) Des procédures sont-elles en place pour éviter, autant que possible, les retards dans l'entrée et la sortie du personnel humanitaire dans les pays de transit? (5)</p> <p>b) Les États ou les organisations humanitaires prêtant assistance ont-ils le droit d'utiliser les gyrophares?</p>		
<p>2) Le transport en transit douanier des envois de secours et des articles en la possession du personnel de secours, peut-il être facilité, autant que possible, tout en permettant les dispositions nécessaires pour que les autorités douanières de l'Etat d'où ces marchandises sont exportées soient en mesure:</p> <p>a) de vérifier promptement, et seulement si nécessaire à des fins de sécurité ou de lutte contre le trafic de drogue ou la contrebande, et dans la mesure du possible au moyen de techniques de sondage et de sélection, au vu de la déclaration sommaire, le contenu des envois de secours et les articles en la possession du personnel de secours, et d'attester les résultats de cette vérification sur ladite déclaration;</p> <p>b) de placer, dans tous les cas où cela est possible, lesdits envois sous scelllements douaniers si de telles opérations sont susceptibles d'éviter des retards lors de l'acheminement ultérieur des marchandises;</p> <p>c) de permettre la présentation de ces envois aux fins du dédouanement à l'exportation dans tout bureau de douane agréé et, dans les Etats dans lesquels se trouvent les dépôts d'urgence, préalablement à l'exportation proprement dite; et</p> <p>d) de permettre la mise en entrepôt de douane de ces envois en vue de leur exportation ultérieure aux fins de l'aide humanitaire? (4)</p>		
<p>3) Des procédures sont-elles en place pour permettre le transit d'échantillons prélevés suite à une urgence environnementale en vue de leur analyse, y compris lorsqu'il s'agit de substances non encore identifiées? (3)</p>		
<p>4) Des dispositions sont-elles en place pour la réception de l'aide internationale pour le compte d'un autre État victime d'une catastrophe, en particulier en cas de destruction des infrastructures dans l'État touché?</p>		

### **Sources**

- (1) FICR - Lignes directrices relatives à la facilitation et à la régulation nationale des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (2) FICR/ BCAH/Union interparlementaire - Loi-type relative à la facilitation et à la réglementation des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (3) BCAH/PNUE - Unité environnementale conjointe
- (4) BCAH/OMD - Accord-type sur les mesures destinées à accélérer l'importation, l'exportation et le transit des envois de secours et des articles en la possession du personnel de secours lors de catastrophes et de situations d'urgence
- (5) OMD - Les principes clés du cadre de normes SAFE pour faciliter davantage les envois de secours de compensation

<sup>14</sup> Ajouté au texte initial pendant le processus de révision

### 3.5 Conséquences transfrontalières des crises pendant la phase de relèvement

#### 3.5.1 Mouvements de populations

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables de l'immigration, police des frontières /garde-frontières et douanes*

#### Mouvements transfrontaliers

Une fois la phase d'urgence d'une crise terminée, une grande partie des personnes déplacées au-delà des frontières voudront, probablement, retourner chez elles, tandis que d'autres choisissent de s'implanter, si possible, dans le pays d'accueil ou bien dans un pays tiers. Bien que le rapatriement volontaire soit la meilleure solution et qu'il doive, donc, être encouragé, il doit se fonder sur une décision libre et éclairée et avoir lieu dans des conditions de sécurité et dans le respect de la dignité humaine. Les autorités en charge de l'immigration et des douanes, ainsi que celles chargées de la gestion des catastrophes et les organisations d'aide internationales, telles que l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et les agences en charge du développement dans le pays d'origine constituent les meilleurs interlocuteurs pour la préparation de ce mouvement.

#### Questions d'évaluation concernant les personnes déplacées suite à une catastrophe naturelle

Solutions durables	Oui	Non
1) Des dispositifs de collaboration avec les pays voisins et avec les organisations internationales - et notamment avec les agences de développement - en vue de l'identification et de la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées dans le pays d'accueil suite à une catastrophe naturelle, à un accident industriel ou à une situation de crise sont-ils en place?		
2) Des dispositifs sont-ils en place pour assurer que le retour dans le pays d'origine est volontaire, tant que le danger perdure ou lorsque les niveaux de protection, assistance et aide au relèvement sont insuffisants?		

Pays d'accueil	Oui	Non
1) Les plans et procédures nationaux facilitent-ils et assurent-ils la sécurité et la dignité des personnes rapatriées, en toute sécurité et dans le respect des principes internationaux en matière de droits de l'homme?		
2) Si le retour et la réintégration durable dans le pays d'origine- qui constituent la solution idéale, - sont impossibles, est-il possible d'admettre et intégrer ces personnes dans le pays d'accueil de manière permanente ou prolongée? a) Les personnes déplacées peuvent-elles être intégrées?		
3) Les politiques de retour peuvent-elles inclure des considérations liées au genre, en faisant une distinction entre les besoins des femmes et ceux des hommes?		

Pays d'origine	Oui	Non
1) Est-il possible, en tant que condition minimum, de déclarer que les rapatriés ne devront pas faire l'objet de mesures punitives ou discriminatoires parce qu'elles ont fui leur pays ?		
2) Des politiques d'information et de communication sont-elles en place pour assurer l'information et la consultation des personnes déplacées, dans un langage accessible et dans une langue compréhensible pour elles, concernant la planification de solutions durables, et notamment les conditions de retour potentiel ou les zones de relocalisation dans leur pays d'origine?		
3) Les dispositions légales applicables excluent-elles l'obligation d'obtenir une autorisation individuelle ou familiale de rapatriement préalable au retour, afin d'éviter tout retard ou problème pratique majeur?		
4) Si la législation nationale exige des documents de voyage individuels, les autorités responsables de l'immigration seraient-elles prêtes à accepter des documents délivrés par le pays hôte ou tout autre organisme compétent?		
5) Des dispositions sont-elles en place pour simplifier ou lever l'obligation de procéder à des formalités douanières dans le cadre des opérations de rapatriement?		
6) Des mesures sont-elles en place pour résoudre les problèmes résultant de la perte des documents, notamment des pièces d'identité, actes, actes de mariage et de naissance, afin de permettre l'accès des rapatriés à l'assistance et aux services sociaux dès leur retour et de faire valoir leurs droits en matière de logement et de propriété foncière et immobilière?		
7) Des dispositions adéquates sont-elles en place pour recevoir et, le cas échéant, faciliter la circulation des femmes (seules/célibataires), des femmes/enfants chefs de famille, des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, des malades et des blessés, des personnes âgées et des handicapés?		
8) Des dispositions spéciales sont-elles envisagées pour les personnes déplacées qui souhaitent être rapatriées avec des biens de leur propriété, tels que des véhicules ou du bétail?		
9) Des dispositions légales prévoient-elles des formalités à respecter en matière de santé (certificats de vaccination, etc.) qui ne sont pas plus contraignantes que celles requises de la part des autres voyageurs? Lorsque des vaccinations supplémentaires sont requises sous prétexte que la personne rapatriée présenterait un risque sanitaire spécifique, serait-il acceptable de les mentionner sur le formulaire d'enregistrement si le rapatrié n'est pas déjà en possession d'une carte de vaccination individuelle?		
10) Des dispositions peuvent-elles être adoptées pour l'identification des itinéraires de retour et des zones potentiellement dangereuses, notamment les zones minées, en tenant compte de la différente signification que peut avoir le terme « zone dangereuse » pour les hommes et pour les femmes?		
11) Lorsque certaines zones ont été déclarées inaptes à l'habitation, des dispositions ont-elles été adoptées pour faire en sorte que les personnes rapatriées puissent bénéficier d'une protection, d'une assistance et d'un dédommagement adéquat(e) lors de leur retour dans le pays d'origine, sous réserve de l'identification d'une solution durable, telle qu'un lieu de relocalisation désigné par le gouvernement et doté de services sociaux et de moyens de subsistance suffisants?		

### 3.5.2 Départ des secours

*Principales autorités concernées:  
Les structures responsables des douanes, de l'immigration et des transports*

#### Mouvements transfrontaliers

À la fin de la phase d'intervention d'urgence et, dans une moindre mesure, de la phase de relèvement initial qui s'ensuit, les États ou les organisations humanitaires prêtant assistance vont procéder au retrait du pays touché du personnel, des équipements et du matériel de secours inutilisés ou qui n'ont pas fait l'objet d'un don. Ce mouvement aura lieu tout au long de l'intervention humanitaire et n'est pas prévu à un moment précis. Certaines organisations humanitaires, par exemple les équipes de recherche et de sauvetage en milieu urbain intervenant après un tremblement de terre, quitteront le pays après quelques jours ou quelques semaines, tandis que d'autres organismes pourront rester dans le pays touché pendant plusieurs années après la crise. Généralement, les facilités juridiques accordées pour l'exportation ne sont valables que pendant la phase d'urgence, mais certaines organisations humanitaires pourront en bénéficier plus longtemps.

#### Questions d'évaluation

Préparation	Oui	Non
1) Une politique est-elle en place concernant les modalités de réexportation du matériel de secours des États et des organisations humanitaires admissibles, notamment des procédures formalisées de réexportation du matériel en importation temporaire? (4)		
2) Les acteurs admissibles qui importent des biens et équipements en bénéficiant des facilités juridiques octroyées seront-ils autorisés à réexporter tout bien non utilisé ou équipement sans devoir payer de taxes, droits d'exportation ou autres charges, sous réserve: a) qu'un délai précis soit établi pendant lequel les États et des organisations humanitaires admissibles peuvent bénéficier de cette exonération après l'expiration de la période de relèvement initial, et ; b) qu'ils fournissent les documents attestant que les biens et équipements en question ont été importés aux fins des opérations de secours et d'assistance au relèvement initial ? (3)		
3) La réexportation de tout équipement ou bien non utilisé que l'État ou l'organisation humanitaire prêtant assistance possède et désire conserver est-elle autorisée? (1)		
4) Des procédures sont-elles en place pour réduire les inspections requises pour le matériel et les équipements exportés du pays? (2)		
5) Des procédures sont-elles en place afin de réduire les restrictions applicables aux réexportations, ainsi que les droits et les redevances applicables au matériel et aux équipements de secours (notamment les équipements de télécommunications, les aliments et les médicaments)? (2)		
6) Une réglementation spécifique est-elle en place pour clarifier les conditions et les règles applicables aux exportations de chiens de recherche importés par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance?		

7) Les obstacles juridiques et administratifs à la réexportation de médicaments et de matériel médical par les États ou les organisations humanitaires admissibles prêtant assistance, ou en leur nom, dans le cadre d'opérations de secours en cas de catastrophe et d'assistance au relèvement initial peuvent-elles être réduits dans la mesure autorisée par la sécurité publique et le droit international ? (1)		
8) En ce qui concerne la réexportation du matériel et des équipements inutilisés, d'autres dispositions s'appliquent-elles aux biens de propriété des organisations humanitaires? (2)		
9) Concernant les restrictions applicables aux exportations sur les sites des catastrophes, des dispositions sont-elles en place en vue de la surveillance de l'aide internationale et de sa conformité aux normes de qualité applicables à l'échelle internationale? (2)		
10) La loi prévoit-elle des procédures concernant la sortie du territoire du personnel humanitaire? (2)		
11) La loi prévoit-elle une réduction des restrictions applicables à la sortie du territoire du personnel humanitaire? (2)		
12) Des procédures sont-elles en place pour réduire les restrictions applicables au départ des vols, camions ou navires humanitaires? (2)		
13) Un plan est-il en place pour la gestion des conséquences relatives aux droits de douane après la déclaration de la fin de la phase des secours, afin de soutenir les activités des prestataires d'aide pendant la phase de relèvement? (5)		

### **Sources**

- (1) FICR - Lignes directrices relatives à la facilitation et à la régulation nationale des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial
- (2) FICR - Questionnaire - Recueil régional des outils de régulation pour la gestion de l'aide humanitaire en cas d'urgence
- (3) FICR/BCAH/Union interparlementaire - Loi-type relative à la facilitation et à la réglementation des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe
- (4) BCAH - Concept pour la mise en application pratique de l'accord douanier (Février 2011)
- (5) OMD - Les principes clés pertinent du cadre de normes SAFE en vue de faciliter davantage le processus de dédouanement des envois de secours

## 4 Relèvement précoce

Le relèvement précoce est un élément essentiel de toute intervention efficace en cas de crise humanitaire en tant que base pour le renforcement des capacités nationales après une crise. Tout comme les opérations de secours d'urgence sont un outil incontournable pour sauver des vies en répondant aux besoins les plus urgents des populations affectées, l'intégration d'une approche de relèvement précoce dans les actions humanitaires est cruciale pour la réussite des premiers efforts de relèvement des communautés touchées. L'aide au relèvement précoce prépare le terrain pour une 'stratégie de sortie' efficace des acteurs humanitaires tout en contribuant à la mise en place de 'solutions durables' par l'établissement d'une base pour les stratégies de développement menées par les gouvernements nationaux après une crise.

Au niveau des pays, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) aide les Coordinateurs Résidents et les Coordinateurs de l'Action Humanitaire (RC/HC) ainsi que l'Équipe Humanitaire chargée du Pays à intégrer des approches de relèvement précoce dans l'intervention humanitaire, entre autres par l'intervention de Conseillers en Relèvement Précoce. Ces conseillers travaillent au sein de la communauté humanitaire et aident à développer des stratégies communes en vue du renforcement des liens entre assistance humanitaire, relèvement et du développement, notamment en ce qui concerne l'évaluation des besoins, les appels et le travail de tous les groupes sectoriels.

Le PNUD travaille également avec le pays touché et avec les partenaires engagés dans les actions humanitaires et de développement (par ex. autorités locales, organisations de la société civile et secteur privé) à l'élaboration et à la mise en application des programmes nécessaires pour aider les populations dans la transition de l'aide humanitaire au développement. Ce travail commence, de préférence, dès les premières phases de l'intervention humanitaire. À partir de son expérience, le PNUD a développé une série de 'produits distinctifs,' ou de programmes, rapidement applicables pour soutenir les actions de relèvement précoce, à court et à moyen terme:

- **Emplois d'urgence** - comprenant du travail contre rémunération et des subventions de démarrage pour la recapitalisation des petites entreprises;
- **Remise en état des infrastructures communautaires** - pour améliorer l'accès aux services de base et revitaliser l'économie locale pendant et après les crises;
- **Gestion des débris** - pour faciliter l'accès et la reconstruction des infrastructures;
- **Aide à la gouvernance locale** - pour renforcer la capacité des gouvernements locaux en termes de planification, coordination et mise en application des secours et de l'aide au relèvement et améliorer les compétences de gestion des risques au niveau local et le système de suivi des bénéficiaires.

Le PNUD soutient également:

- **La coordination de l'aide** - et notamment la mise en place de dispositifs et de systèmes de gestion de l'aide, tels que des bases de données d'aide au développement, visant à renforcer la responsabilité nationale, à rationaliser les systèmes/budgets nationaux et à accroître la transparence et la responsabilisation de l'allocation des fonds et du reporting;
- **La planification et la coordination du relèvement** - pour contribuer aux capacités des institutions d'État d'évaluer l'impact de la crise et de coordonner et exercer leurs fonctions d'intervention immédiate et de relèvement, lorsque ces capacités sont insuffisantes.

Outre les programmes de relèvement précoce qui font partie de la réponse en cas de crise, le PNUD pourra contribuer à faire en sorte que le relèvement précoce, en tant que partie intégrante de la réponse humanitaire, favorise une **transition efficace vers la phase de relèvement et de développement**. Cette transition inclut des efforts en matière de création de compétences- l'une des tâches essentielles du PNUD - afin de permettre aux autorités nationales et locales d'assumer la coordination des programmes menés par les acteurs humanitaires, parmi lesquels figurent de nombreuses entités et organisations internationales.

Le PNUD joue un rôle crucial dans l'aide aux pays et à leurs populations en matière de **prévention des crises** (ou, du moins, des crises les plus graves) et dans le cadre des actions de relèvement. Parmi ces actions figure l'assistance à la réduction des risques de catastrophe (DRR), notamment dans des pays affectés par des crises récurrentes. Le PNUD possède une vaste expertise dans ce domaine, à la fois en tant qu'organisme d'exécution et comme entité dotée d'un rôle essentiel dans le cadre des efforts de coordination de la réduction des risques de catastrophe. Le PNUD est idéalement placé pour favoriser l'alignement des efforts en matière d'atténuation des risques de catastrophe des différents acteurs humanitaires avec ceux des acteurs du développement, en vue de la réalisation de programmes à vaste échelle, sur plusieurs années, en veillant à ce que les actions humanitaires s'intègrent dans des programmes de développement à long terme.

### **Aide suite aux mouvements de populations**

Le PNUD apporte son aide aux pays et à la communauté humanitaire pour faire face à l'impact produit par les mouvements de populations sur les communautés d'accueil et trouver des solutions durables pour les populations déplacées.

**Pendant la phase d'intervention d'urgence**, et en fonction des besoins et des ressources disponibles, le Groupe de Travail Thématique sur le Relèvement Précoce (CWGER), fournit son assistance, par le déploiement de Conseillers en Relèvement Précoce, aux Coordinateurs Résidents et aux Coordinateurs Humanitaires ainsi qu'à la communauté humanitaire dans l'aide aux populations déplacées et aux communautés d'accueil, pour mieux répondre à l'impact du déplacement sur les personnes déplacées et sur les communautés affectées par le déplacement. Cette action concerne également, si possible, les autorités nationales et/ou locales.

**A la suite d'une catastrophe**, le CWGER est intervenu entre autres, dans le cadre de la décision du Comité d'Orientation du Secrétaire Général de l'ONU (Octobre 2011) qui a promu l'élaboration du Cadre Préliminaire "Mettre fin au déplacement après un conflit"<sup>15</sup>. Ce Cadre a été élaboré pour améliorer la clarté et la prédictibilité des interventions de l'ONU pendant la période postérieure à la fin d'un conflit, notamment dans les domaines de l'administration publique, de la gouvernance de la transition, de l'emploi, de la remise en état des infrastructures de base et de la "réintégration des personnes rapatriées".

---

<sup>15</sup> [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CFA06/\(httpKeyDocumentsByCategory\)/D3152FA6C910768EC125799500425ABB/\\$file/UN%20framework%20ending%20displacement.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CFA06/(httpKeyDocumentsByCategory)/D3152FA6C910768EC125799500425ABB/$file/UN%20framework%20ending%20displacement.pdf)

Cette décision fait appel aux Coordinateurs Résidents et aux Coordinateurs Humanitaires pour guider le développement d'une Stratégie de Solutions Durables pour les IDP et les réfugiés rapatriés, en définissant la répartition la plus appropriée des rôles et des responsabilités sur la base du Cadre et des mandats des différents organismes, de concert avec les autorités et les partenaires nationaux.

Le Groupe de Travail Thématique sur le Relèvement Précoce dirigé par le PNUD, en collaboration avec le Groupe Sectoriel Global chargé de la Protection dirigé par le HCR, contribue au fonctionnement des dispositifs de coordination établis au niveau des pays. Le PNUD et le HCR, en leur qualité de responsables des groupes sectoriels pour le Relèvement Précoce et la Protection au niveau global, apportent leur expertise technique aux Coordinateurs Résidents par le biais de ressources existantes ou de l'accroissement des capacités nécessaires pour soutenir les stratégies de développement.

### **Sources**

PNUD et Relèvement précoce:

[http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/crisispreventionandrecover/focus\\_areas/early-recovery.html](http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/crisispreventionandrecover/focus_areas/early-recovery.html) (English version)

Note d'orientation du Comité Permanent Interorganisations sur le Relèvement Précoce:

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/guidance-note-on-early-recovery-cwger-april-2008/> (English version)

## 5 Cadres d'aide applicables au niveau régional et international

Au cas où l'autoévaluation menée au niveau national ferait ressortir un vide juridique dans la législation, les procédures ou les protocoles nationaux, les États sont invités à contacter les partenaires de projet suivants, qui possèdent l'expertise requise pour le renforcement des capacités de préparation en vue d'conséquences transfrontalières spécifiques:

### Préparation générale aux catastrophes au niveau national

Le Sous-Groupe de travail sur les mesures préalables et la planification de mesures d'urgence du Comité permanent interorganisations (IASC) a développé le concept de *Préparation à l'intervention d'urgence interorganisations* (ERP). L'ERP est une approche orientée vers l'action, qui vise à renforcer la préparation à l'intervention humanitaire. L'approche de l'ERP a pour objectif d'améliorer l'efficacité en réduisant le temps et les efforts et en renforçant la prévisibilité grâce à l'établissement de rôles, de responsabilités et de mécanismes de coordination prédéfinis. L'objectif ultime est de venir efficacement en aide aux personnes dans le besoin. L'ERP est particulièrement axée sur le niveau national. Le processus ERP peut s'appliquer à tout dispositif/toute structure de gestion des situations d'urgence/coordination de l'action humanitaire. (<http://www.humanitarianinfo.org/iasc/>)

Le Programme des Nations Unies pour le Développement a été mandaté par l'Assemblée Générale de l'ONU pour assister les États Membres dans le développement de leurs capacités en vue d'une meilleure préparation de l'intervention en cas de catastrophe, en partant du principe que les catastrophes peuvent anéantir des dizaines d'années de développement et qu'une préparation adéquate peut sauver de nombreuses vies et des ressources. Grâce à sa présence dans 177 pays, le PNUD a été spécifiquement mandaté pour la mise en place d'activités d'atténuation, prévention et préparation des/aux catastrophes. En travaillant sous l'égide du *Cadre d'action de Hyogo* qui vise à réduire de manière significative les dommages causés par des catastrophes naturelles d'ici 2015, le PNUD travaille en collaboration avec des organismes partenaires, comme le BCAH, à la réalisation d'initiatives au niveau national et local. Plus précisément, le PNUD coopère avec les gouvernements pour assurer le développement de lois, politiques et institutions visant à faciliter la préparation en cas de catastrophe, tout en créant des ressources en termes d'alerte précoce et d'évaluation des risques. Au sein des communautés, le PNUD aide à sensibiliser et développer des compétences et des capacités pour répondre aux menaces locales. ([http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/crisispreventionandrecovery/focus\\_areas](http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/crisispreventionandrecovery/focus_areas))

Le PNUD aide les États à faire face aux crises et à en atténuer les effets. L'évaluation des besoins après un conflit (PCNA) détermine l'impact des conflits et évalue les besoins essentiels du pays sortant d'une crise. La PCNA est une initiative interinstitutionnelle coordonnée par l'ONU, la Banque Mondiale et l'UE soutenant les gouvernements nationaux. Le Bureau pour la Prévention de Crises et le Relèvement (BCPR) coordonne le processus de PCNA et est le premier point de contact sur le sujet. Une évaluation des besoins après catastrophe (PDNA) fournit à tous les acteurs du processus de relèvement, y compris les autorités nationales et locales, les agences internationales, les donateurs et les communautés locales, un aperçu technique et multisectoriel des dommages et pertes, ainsi que des besoins principaux de relèvement et des priorités à traiter pour aider à la reconstruction, au développement durable et à la réduction des risques après une catastrophe.

Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires a développé un certain nombre d'outils pour aider les États à améliorer leur préparation des interventions

d'urgence. Le *Partenariat Stratégique pour la préparation*, en collaboration avec l'Initiative pour le renforcement des capacités en cas de catastrophe (CADRI)<sup>16</sup> et le Sous-Groupe de travail sur les mesures préalables et la planification de mesures d'urgence du Comité permanent interorganisations sur la préparation, contribue à une approche unifiée dans l'évaluation de la préparation des interventions d'urgence et de la capacité d'intervention d'un pays, permettant de définir clairement les rôles et les responsabilités des différents acteurs en vue de la réalisation de l'objectif de renforcement de la capacité d'intervention nationale. Le *Kit de préparation à l'intervention en cas de catastrophe* a été créé pour fournir des informations pratiques essentielles, des listes de contrôle, des guides, des présentations et d'autres outils à l'usage du personnel du BCAH et des partenaires en vue de la préparation pour l'intervention en cas de catastrophe. Le *Package minimum de préparation* est un cadre incluant une liste de contrôle des actions de préparation et des états finaux, afin d'apporter une approche plus cohérente de la préparation et une aide aux autorités en charge de la gestion des catastrophes au niveau national, aux Coordinateurs Résidents/Humanitaires et aux Équipes Humanitaires en charge du pays. Alors que le *Manuel à l'usage des Coordinateurs Résidents/Humanitaires sur la préparation et l'intervention en cas d'urgence* n'a pas été conçu pour les organismes nationaux, il peut être intéressant de connaître les fonctions et les attentes de la communauté humanitaire internationale. ([www.unocha.org](http://www.unocha.org))

Le Mécanisme de Protection Civile de l'UE propose une série d'activités visant à renforcer la préparation nationale par des formations, des exercices, des échanges d'experts, des projets de préparation, des travaux sur la prévention etc. La Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, ainsi que les États prenant part au mécanisme de protection civile de l'UE ont développé les *Directives de soutien des Nations hôtes (HNS)* de l'UE. Ces Directives sont destinées à aider les États participants touchés à recevoir l'aide internationale de la manière la plus efficace. Elles englobent l'ensemble des actions entreprises lors de la phase de préparation et la gestion de l'intervention en cas de catastrophe par un État participant, la réception ou l'envoi d'aide afin d'éliminer autant d'obstacles prévisibles à l'aide internationale que possible et de garantir le bon déroulement des opérations d'intervention en cas de catastrophe. Elles comprennent également le soutien que les États peuvent fournir afin de faciliter le transit de l'aide internationale par leurs territoires, que ce soit par voie terrestre, maritime ou aérienne. Les Directives fournissent également une liste de vérification pour l'hôte (touché), les États expéditeurs et de transit, des formulaires de demande et d'offre d'aide internationale en personnel ou en nature, les termes de référence de la cellule de soutien du HNS, des récapitulatifs destinés aux pays, etc. ([http://ec.europa.eu/echo/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/echo/index_en.htm))

### **Conséquences transfrontalières des catastrophes naturelles et des crises pour les pays touchés**

Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires a élaboré un *Accord-Type sur les mesures destinées à accélérer l'importation, l'exportation et le transit des envois de secours et des articles en la possession du personnel de secours lors de catastrophes et de situations d'urgence*. Les États qui souhaitent contribuer à l'expédition rapide de l'aide humanitaire internationale à la population touchée par la catastrophe, peuvent signer cet accord concernant les mesures visant à accélérer l'importation, l'exportation et le transit des envois de secours et des possessions du personnel humanitaire en cas de catastrophes et de situations d'urgence. Sur la base du modèle d'accord douanier, le BCAH et

<sup>16</sup> Dirigé par le PNUD et soutenu par BCAH, UNICEF, WFP, ISDR et FAO.

L'Organisation mondiale des Douanes peuvent aider les États à élaborer un plan d'action et/ou un plan d'intervention d'urgence et fournir aux autorités les qualifications et compétences nécessaires à l'application des mesures exceptionnelles que le gouvernement a décidé de mettre en place en cas de situation d'urgence. Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter l'Unité de soutien logistique du Service des situations d'urgence du BCAH. (<http://ochaonline.un.org/lisu>)

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge a conduit les négociations sur les *Lignes directrices relatives à la facilitation et à la régulation nationale des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial*, adoptées par les États membres lors de la Convention de Genève, en 2007. Celles-ci constituent un ensemble de recommandations adressées aux gouvernements quant à la préparation de lois et de plans nationaux relatifs aux catastrophes, concernant les problèmes réglementaires communs lors des opérations internationales de secours. La *Loi-type relative à la facilitation et à la réglementation des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe*, élaborée conjointement par la FICR, le BCAH et l'Union interparlementaire, est destinée à aider les États dans la mise en œuvre de ces Lignes directrices. La FICR a également collaboré avec le BCAH et les gouvernements argentin, brésilien, équatorien et mexicain à la création du questionnaire visant à élaborer un *Recueil régional des instruments réglementaires pour la gestion de l'aide humanitaire internationale en cas d'urgence* pour le continent américain. Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter le Programme de préparation juridique aux catastrophes de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge. ([www.FICR.org/dl](http://www.FICR.org/dl))

L'Organisation mondiale des Douanes a élaboré des *Directives pour les administrations douanières en matière d'assistance humanitaire et de mesures d'urgence* en s'appuyant sur les conventions suivantes : *la convention de Kyoto*, Directives relatives à l'Annexe spécifique J, chapitre 5; *la Résolution du Conseil de coopération concernant le rôle de la douane dans les opérations de secours en cas de catastrophes naturelles*, de juin 2011 ; *la Convention relative à l'admission temporaire*, Istanbul, 1990 et *la Recommandation du Conseil de coopération douanière en vue d'accélérer l'acheminement des envois de secours lors de catastrophes* (1970). En outre, les principes clés du cadre de normes SAFE pour faciliter davantage les envois de secours de compensation constituent une source utile pour les États qui souhaitent améliorer leur préparation aux défis liés à l'approvisionnement en biens de secours en cas de catastrophes naturelles. (<http://www.wcoomd.org/>)

Comme le prévoyait la résolution du Conseil de coopération douanière sur le rôle des douanes dans le cadre des secours en cas de catastrophes naturelles de l'OMD de juin 2011, l' OMD, le BCAH et la FICR ont organisé une série de séminaires régionaux relatifs au rôle des douanes dans le cadre des secours en cas de catastrophe naturelle.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a établi une *Liste récapitulative et directives non contraignantes pour la demande, la réception et la fourniture d'aide internationale en cas d'incident CBRN ou de catastrophe naturelle*, ainsi qu'un *Lettre d'intention concernant la facilitation des transports civils transfrontaliers vitaux* en matière de demande et de réception de l'aide internationale. Son équipe consultative de soutien est composée d'experts civils dont le but est de soutenir les nations en évaluant et en développant les capacités nationales de préparation, d'intervention et de relèvement. L'inventaire NRBC offre une vue d'ensemble des capacités que les nations peuvent être disposées à fournir pour atténuer

les conséquences d'un incident CBRN. Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe rassemble les capacités de réaction aux catastrophes de l'OTAN. (<http://www.nato.int/eadrcc/index-f.html>)

Le Mécanisme de protection civile de l'UE offre aux États participants, lorsque leurs capacités d'intervention sont dépassées, la possibilité de demander de l'aide par son intermédiaire et de recevoir un financement des transports de l'aide déployée par le biais du Mécanisme. Le Mécanisme surveille la situation et transmet les informations pertinentes sur la situation, coordonne le déploiement et les évaluations et fournit une expertise technique en conformité avec les *Directives de soutien des Nations Hôtes*. ([http://ec.europa.eu/echo/civil\\_protection/civil/index.htm](http://ec.europa.eu/echo/civil_protection/civil/index.htm))

### **Conséquences transfrontalières des catastrophes naturelles et des crises pour les pays voisins**

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), à travers son programme d'aide, soutient les pays de l'Europe de l'Est, du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est en mettant en œuvre la *Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels*. En outre, l'approche stratégique vise à accroître les efforts des pays participants dans la phase de mise en œuvre du programme d'aide et à assurer la pérennité des activités organisées dans les pays. La CEE-ONU a élaboré ou élabore également plusieurs directives relatives à des activités économiques, comme les conduites, les installations de gestion de résidus et les terminaux pétroliers. Elle a rédigé une *Liste de vérifications sectorielle pour la préparation et le contrôle d'un rapport sur la sécurité (pour les installations dangereuses)* et prépare des *Directives et bonnes pratiques en matière de sécurité pour la gestion de crise sur les eaux transfrontières*. (<http://www.unece.org/env/teia.html>)

Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a élaboré des *Directives en matière d'urgences environnementales*. Celles-ci visent à conseiller les pays potentiellement fournisseurs comme les potentiels bénéficiaires sur la façon de mobiliser, de recevoir et/ou de fournir une aide internationale en cas de situation d'urgence environnementale. Le *Centre des urgences environnementales* (EEC) est un outil en ligne destiné à renforcer les capacités des intervenants nationaux en cas d'urgence environnementale, en se basant sur leurs propres mécanismes et en tirant parti des ressources et des services des partenaires de l'EEC. Il offre des outils et des recommandations, y compris des formations en ligne, afin de mettre l'accent sur les activités de préparation et les actions d'intervention. ([www.eecentre.org](http://www.eecentre.org))

L'Organisation mondiale de la Santé a développé le *Règlement sanitaire international (RSI)* afin de prévenir, la propagation internationale des maladies, s'en protéger, la maîtriser et y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente, en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux. Le Règlement fournit également une base juridique pour d'importants documents sanitaires applicables aux voyages et transports internationaux et à la protection sanitaire des utilisateurs des ports et aéroports internationaux, ainsi que des postes-frontières. Le Bureau de Lyon de l'OMS (<http://www.who.int/ihr/lyon/en/index.html>) fournit son assistance aux États pour la mise en application du Règlement. Le réseau d'alerte et action au niveau mondial de l'OMS soutient les États membres dans leur mise en œuvre des capacités nationales de préparation et d'intervention en cas d'épidémie dans le contexte du RSI, y

compris les ressources en termes de laboratoires et les systèmes d'alerte et d'intervention rapides. Le Bureau Régional de l'OMS pour l'Europe (<http://www.euro.who.int>) travaille avec ses États membres à un renforcement des capacités des systèmes de santé en fournissant une aide technique au développement et à la mise en place de programmes de gestion et de préparation de crise et a élaboré des *Outils d'évaluation des capacités des systèmes de santé pour la gestion de crise*.

La Direction générale de la Santé et des Consommateurs de la Commission européenne a développé une *Stratégie pour une planification générale de la préparation, Directives techniques sur la planification générale à la préparation aux urgences de santé publique*. Le Parlement et le Conseil Européen ont récemment conclu un accord concernant une nouvelle *Décision relative aux menaces transfrontalières graves pour la santé*. ([http://ec.europa.eu/dgs/health\\_consumer/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/dgs/health_consumer/index_en.htm))

Ci-dessous les autres outils de l'UE:

- Un plan d'action de l'UE en matière de sécurité chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) se fonde sur une approche tous risques, particulièrement axée sur la prévention des menaces CBRN et la préparation à les affronter.
- La stratégie de sécurité interne définit les défis, les principes et les directives pour le traitement des menaces de sécurité liées au crime organisé, au terrorisme et aux catastrophes naturelles et dues à l'homme. Son objectif n° 5 concerne plus particulièrement les menaces croisées représentées par les crises et les catastrophes naturelles et dues à l'homme. Ceci nécessite des améliorations en ce qui concerne les pratiques de gestion des crises et des catastrophes prolongées en termes d'efficacité et de cohérence.
- L'Outil de stabilité est un outil de l'UE par lequel l'UE aide les pays tiers à prévenir les conflits ou à intervenir en cas de crise. Cet outil comprend également un élément qui permet à l'UE de contribuer à la création des compétences de toute une série d'acteurs internationaux dans le domaine de l'édification de la paix. Cela comprend l'intervention en cas de crise ou de catastrophe naturelle ou due à l'homme ou de menace pour la santé publique et l'atténuation des risques liés à des produits ou des agents chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.
- La clause de Solidarité, introduite par l'article 222 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, prévoit la possibilité, pour l'Union et ses États Membres de fournir une aide à un autre État Membre qui a été victime d'une attaque terroriste ou d'une catastrophe naturelle ou due à l'homme.

### **Conséquences transfrontalières des catastrophes naturelles et des crises pour les pays de transit**

*Pour l'aide au renforcement des capacités nationales en tant que pays de transit pour l'importation du matériel de secours, les outils relatifs à l'importation des secours se rapportent également à la préparation au transit du matériel, du personnel et des équipements de secours.*

### **Mouvements transfrontaliers pendant la phase de relèvement**

*Pour l'aide au renforcement des capacités nationales pour l'exportation des secours, les outils relatifs à l'importation des secours se rapportent à la réexportation du matériel, du personnel et des équipements de secours au terme de la phase d'urgence.*







Département des menaces transnationales/ Sécurité et gestion des  
frontières (2013)